

LES PETITS COMMERÇANTS

notre dossier p.9 à 14

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 449 - 9 avril 1977 - prix : 3 F

ENTREPRISES

EN

LUTTE

p. 5.15.17.

**face aux attaques
du**

PLAN BARRE

UNE RIPOSTE

GENERALE

EST

INDISPENSABLE!



■ **ESPAGNE :**
liberté syndicale
et syndicalisation
obligatoire p.7



■ **ITALIE : le P.C.I.**
au gouvernement
ira, ira pas ? p.6



■ **USINOR Thionville**
3000 travailleurs
jetés à la rue p.5

sommaire dans le monde

Page 6 :

— Italie :

- Le PCI au gouvernement... ira, ira pas ?
- Manifestation contre le viol.

— Afrique du Sud : un budget pour augmenter la répression.

Page 7 :

— Espagne :

- Quand la « liberté syndicale » va de pair avec la syndicalisation obligatoire.
- La liquidation du « Movimiento » : la constatation d'un état de fait.

Page 8 :

— Québec : le gouvernement indépendantiste veut faire du français la seule langue officielle.

— Belgique : des travailleurs refusent la trêve électorale.

Page 20 :

— Pays basque espagnol : « l'aberri eguna », journée test pour Juan Carlos.

— Liban : la contre-offensive des forces palestino-progressistes.

en France

Page 4 :

— Le 1^{er} mai : les conditions d'un cortège commun de l'extrême-gauche.

Page 5 :

— Usinor-Thionville : 3.000 travailleurs jetés sur le pavé.

— General Motors France (Gennevilliers) : grève avec occupation.

Page 15 :

— Dockers de Dunkerque : l'épreuve de force se poursuit.

— Le conflit de la BNP.

Page 16 :

— Usinor-Dunkerque : encore un travailleur assassiné.

— CHR (Rennes) : la démocratie syndicale, version CGT.

Page 17 :

— Chantiers de l'Atlantique : les patrons attaquent, les syndicats laissent faire.

— Thomson : les travailleurs de la Thomson au Salon des composants électroniques.

— Renault-Billancourt : réaction contre une injustice.

dossier

PAGES 9 à 14 :

LES PETITS COMMERÇANTS :

- Petits commerçants et travailleurs : les mêmes ennemis, des intérêts communs.
- Victimes de l'exploitation, étranglés par la concurrence.
- Les organisations de petits commerçants.
- La politique de la gauche.
- Travailleurs salariés ou indépendants : lutter ensemble pour des objectifs communs.

culture et loisirs

Page 18 :

— Films : Rocky ; Violette et François.

Page 19 :

— Livres : Documents du Comité de défense des ouvriers de Pologne ; Le Templier de Jérusalem.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

USA-PCF : quand Kanapa est fier de sa rencontre à l'ambassade US

Il y a un an, on apprenait par la bouche d'Helmut Schmidt que Kissinger et l'impérialisme américain ne verraient pas d'un bon œil l'arrivée de ministres communistes dans le gouvernement italien. A l'époque le PCI et le PCF avaient très vivement réagi, contre ce qu'ils appelaient une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures d'un pays.

Aujourd'hui, les rôles sont complètement renversés, et du coup la situation ne manque pas de cocasse. C'est en effet Giscard qui se fait le vaillant défenseur de l'indépendance nationale qui aurait été violée par la rencontre entre Jean Kanapa et deux secrétaires de l'ambassade américaine à Paris.

Quant à la direction du PCF,

elle trouve cela très normal et Kanapa s'explique avec complaisance.

En réalité le PC semble plutôt satisfait et même fier de l'aventure. Des années d'effort pour présenter un visage avenant, crédible, responsable, raisonnable et rassurant à la bourgeoisie française, viennent de recevoir leur reconnaissance... de la part de l'impérialisme US par l'intermédiaire de deux sous-fifres de l'ambassade. Alors bien sûr, maintenant que Kanapa va faire des conférences sur « les grandes idées du XXII^e Congrès » à des diplomates américains, il n'est plus question de parler d'ingérence inadmissible, et le PC veut plutôt profiter de l'avantage qui lui est ainsi donné de se montrer aux yeux de la bourgeoisie

française avec le « label » de respectabilité délivré par l'ambassade US.

Il est vrai que Jimmy Carter a su mettre les choses au point et préciser que si les USA ne s'immiscent nullement dans les affaires intérieures d'un pays, il ne leur était pas « indifférent » que ces pays soient « dominés » ou pas par des partis communistes. C'est le genre de mise au point propre à satisfaire et Giscard et le PCF.

En tout cas si cette affaire illustre peut-être le nouveau visage de l'administration américaine, elle est surtout bien représentative de la politique du Parti Communiste Français.

Guy CASTEL

"France-Soir" lance une campagne contre "l'indifférence"

Le 1^{er} avril, France-Soir lançait « une grande campagne nationale » : « Non à l'indifférence ». « Il faut en finir avec ces voisins qui laissent martyriser un enfant... ces voyageurs de métro qui ne bougent pas quand les voyous se déchainent... ces automobilistes qui filent quand des blessés les appellent au secours... ».

Et depuis, tous les jours, dans la rubrique « Non à l'indifférence », sont publiés des articles relatant le calvaire d'enfants martyrs, de vieillards lâchement agressés, etc.

Comme si cet étalage complaisant de la misère humaine pouvait changer quoi que ce soit à cette « indifférence » dont France-Soir affirme que « nous nous rendons presque tous coupables ».

C'est vrai que trop de gens sont indifférents et on peut le déplorer. Mais l'inverse existe aussi, et France-Soir consacre moins de place aux actions de solidarité qu'aux faits divers de la lâcheté et de l'égoïsme.

C'est que la campagne de France-Soir vise moins à dénoncer l'indifférence qu'à dissimuler les responsabilités de la société derrière les insuffisances individuelles. Car enfin, qui a fait du « chacun pour soi » une règle de conduite, une condition de succès ? Qui a rompu la solidarité des membres de la communauté humaine si ce n'est le mode de production capitaliste et la société qu'il a façonnée ?

Les hommes du XX^e siècle, dans les villes surpeuplées, déshuma-

nisées, s'accrochent à leur égoïsme pour ne pas être broyés, car dans notre société bien bourgeoise, bien policée, c'est un malheur d'être faible, c'est un malheur d'être pauvre, d'être au bas de l'échelle.

L'indifférence aux autres, c'est le revers de cette attitude qui est pourtant valorisée dans notre société capitaliste : l'ambition de réussir, coûte que coûte.

D'ailleurs, France-Soir le sait bien, sa campagne contre l'indifférence sauvera peut-être quelques enfants martyrs — rien n'est moins sûr — elle entraînera peut-être aussi des erreurs dramatiques, mais elle réussira à coup sûr à faire augmenter un temps la vente du journal.

Sylvie FRIEDMAN

Les suites de l'affaire Tramoni

Le dimanche 3 avril, une explosion a secoué une permanence de la CFT à Paris, dans le XV^e arrondissement. Il n'y a pas eu de victimes, uniquement des dégâts matériels. Et comme après l'assassinat de Tramoni et la tentative d'incendie dans un parking de voitures de l'usine Renault à Flins, l'attentat aurait été revendiqué par un groupe qui se baptise « Noyaux Armés pour l'Autonomie Populaire ».

Mais il ne manque pas de points

d'interrogation à cette série d'attentats. Ont-ils la même origine tous les trois ? Sont-ils dus à un groupe se réclamant réellement du maoïsme ou s'agit-il d'une provocation de l'extrême-droite ? Le simple fait que l'on puisse se poser la question prouve assez, à quel point, ce genre d'actions est étranger aux luttes des travailleurs.

Et que ces attentats soient dus à un groupe dit « gauchiste » qui espère par ces gestes, réveiller la

volonté de lutte des travailleurs, ou qu'ils soient dus à l'extrême-droite, afin de faire porter le discredit de ces actions sur l'extrême-gauche, le résultat est exactement le même. Non seulement nous sommes contre ce genre d'actions mais nous les dénonçons car dans le meilleur des cas ces attentats ne servent à rien et sont donc inutiles, dans le pire des cas ils sont dangereux et nuisibles.

J.L.C.

L'île de beauté : belle mais pauvre

La semaine dernière, un terrain de 2.500 hectares, Testa Ventilegne en Corse du Sud (aux alentours de Bonifacio), a été vendu

aux enchères à Paris pour la coquette somme de 57.500.000 F. L'acquéreur serait une société d'assurances détenant un terrain voisin et qui posséderait désormais ainsi près de 3.000 hectares d'un seul tenant avec 17 km de façade maritime.

En Corse, cela a suscité l'indignation. En effet, faute de travail et d'argent, depuis des années et des années de nombreux insulaires se résignent à s'exiler. Les autres, ceux qui restent au pays, ne trouvent guère d'emplois et beaucoup sont le plus souvent réduits à la situation humiliante d'assistés n'ayant pour vivre que l'aide publique ou familiale.

Ils n'auraient peut-être rien pu faire de ces terres souvent peu aptes à la culture, mais le simple fait que l'on puisse dépenser 5 milliards pour les acquérir leur paraît à juste titre comme une insulte.

Il s'agit d'un terrain que l'on dit inconstructible. Voire : les normes changent, les autorités aussi. 17 km de côte en Corse, c'est un investissement pour l'avenir. Et les pauvres, eux, ne peuvent investir.

L'achat du terrain de Testa Ventilegne est une illustration de l'injustice de cette société. Il y a de quoi scandaliser et pas seulement les Corses.

P.L.

Réunions
publiques
Après les municipales, quelles perspectives pour les travailleurs ?

VILLEURBANNE
VENDREDI 15 AVRIL
20 h 30
Palais du Travail

BORDEAUX
VENDREDI 22 AVRIL
20 h 45
Salle de l'Aiglon
Place Puy-Paulin

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIÈRE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutilisées.

Face aux attaques du gouvernement Barre, une riposte générale s'impose !

SANS fausse honte, le gouvernement Barre vient d'annuler — ou de reporter à 1979, ce qui revient politiquement au même — une des lois les plus contestées de la dernière période : la loi sur les plus-values boursières.

Contestée à droite, elle a donné lieu en juin dernier à une fronde ouverte de l'UDR et même des députés Républicains Indépendants l'avaient critiquée. Cette soi-disant mesure de justice fiscale, qui visait à imposer des transactions mobilières échappant jusqu'ici à l'impôt (ventes de tableaux, spéculations boursières et immobilières etc...) avait soulevé l'indignation et la colère des possédants, des boursicoteurs et autres acrobates de l'immobilier.

Giscard et avec lui Chirac, alors Premier ministre, avaient dû engager leur crédit pour faire voter la loi. Elle avait été si amendée au terme de la procédure qu'il ne restait plus grand chose du projet initial. Mais il faut croire que c'était encore trop.

Trop pour cette droite à laquelle Barre cherche à plaire et qu'il veut rassurer. Car la décision que vient de prendre le conseil des ministres constitue avant tout un geste politique. Les répercussions économiques sont mineures et chacun sait que ce n'est pas là le problème.

Non seulement Barre vient de faire un cadeau de plus à la droite, mais ouvertement, démonstrativement, il tient à lui montrer que ce sont ses intérêts qu'il défend.

Cette mesure a coïncidé presque avec l'annonce par Usinor de 3 000 licenciements à Thionville. 3 000 licenciements qui ont reçu le feu vert du gouvernement. 3 000 licenciements dans un secteur qui a reçu de façon massive l'aide de l'Etat et qui figure encore au nombre des bénéficiaires des mesures économiques envisagées pour l'année à venir.

Cette coïncidence n'est pas fortuite, elle s'inscrit au contraire dans toute la politique gouvernementale.

Au lendemain des municipales alors que de nombreux foyers de mécontentements s'allument en usine, alors que les conflits se durcissent et se multiplient, le gouvernement et le patronat — nullement divisés quand il s'agit de faire payer la crise aux travailleurs — entendent appliquer rigoureusement leur plan anti-ouvrier. Là aussi, ils agissent démonstrativement. C'est un véritable front du refus qu'ils oppo-

sent aux revendications ouvrières et c'est en masse que la police intervient pour faire évacuer les entreprises occupées. Police et Justice en cette période secondent docilement la volonté du patronat et du gouvernement.

Et ils le font d'autant plus facilement qu'en face d'eux, les patrons ne trouvent que des mouvements morcelés, divisés, isolés. Dans des conflits locaux aussi durs soient-ils, aucun patron n'est seul, il a derrière lui, pour tenir, les autres patrons et le gouvernement, Barre a été formel, il n'acceptera pas d'augmentation de salaire dépassant les 6,5 % annoncés pour l'année. Il est bien évident dans ces conditions qu'aucune lutte locale, aussi déterminée aussi dure soit-elle, ne peut espérer vaincre un patronat uni.

La seule chance de faire céder le front patronal et gouvernemental est de rassembler toutes les forces ouvrières pour une riposte générale et résolue. Usine par usine, les travailleurs se font isoler, vaincre, matraquer par les flics, voire licencier en représailles, ils tiennent malgré tout parce qu'ils n'ont pas d'autre choix et qu'ils ne peuvent accepter de se laisser dépouiller et jeter à la rue. Mais leur combat est vulnérable. Et pourtant ils ne sont pas seuls.

Aujourd'hui tous les travailleurs sont visés par le plan Barre, aujourd'hui les licenciements d'Usinor n'indignent pas que les ouvriers lorrains, les insultes du gouvernement font réagir tous les travailleurs... Il faut répondre et vite, avant que la situation ne se dégrade encore, il faut arrêter cette offensive anti-ouvrière sans précédent depuis 20 ans !

C'est possible. Et la riposte doit être générale.

Plus elle est générale et moins elle prête le flanc à la répression, plus elle est générale et plus elle a de force. Plus elle est générale et plus elle convaincra et ralliera les indécis et les attentistes.

La classe ouvrière a les moyens de faire céder le patronat et le gouvernement à son service. Elle les a toujours eus. Mais aujourd'hui, les choses sont plus claires : le gouvernement applique une politique de classe, sans fard, sans poudre aux yeux. Aujourd'hui le mécontentement est général et ce serait de l'inconscience que d'attendre la date de 1978 pour faire pièce à l'offensive patronale.

Car c'est aujourd'hui qu'on licencie, et qu'on bloque les salaires, c'est aujourd'hui qu'il faut réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Arlette LAGUILLER

La réactualisation du Programme commun : les problèmes des travailleurs ne seront pas abordés

C'est Georges Marchais, au nom du Comité central du Parti Communiste Français qui a mis la question de la réactualisation du Programme commun à l'ordre du jour en faisant à ses alliés de la gauche des propositions on ne peut plus vagues. Il faut « actualiser le Programme commun dans le sens de son enrichissement », « réajuster des chiffres » dans le domaine économique et social, revoir « quelques problèmes qui se posent au point de vue des nationalisations », fixer les échéances de ce « programme que la gauche veut mettre en œuvre pour cinq ans ».

Quelques jours après les avances

du PCF, les Radicaux de Gauche — qui n'avaient pas participé à l'élaboration du texte en 1972 — se déclarent partants pour une rediscussion dont, cette fois-ci, ils seraient. On sait déjà que les Radicaux de Gauche ne débordent pas d'enthousiasme sur les nationalisations, et qu'ils leur préféreraient des « prises de participation financières », éventuellement majoritaires, dans certains secteurs, mais là encore, tout reste dans le vague.

Enfin Mitterrand a pris position, par une lettre envoyée à Marchais, en faveur d'une remise à jour du fameux programme. En mentionnant, au passage, la nécessaire inscription au-dit

programme de l'élection au suffrage universel du Parlement européen — ce à quoi le PCF est farouchement opposé. Sinon, rien de très original non plus dans la lettre de Mitterrand.

En fait, ni au travers de la déclaration de Marchais, ni au travers des propos de Fabre ou de la lettre de Mitterrand, on ne peut discerner de quoi cette fameuse réactualisation du Programme commun sera faite, ni si elle aura vraiment lieu.

Bien sûr, les dirigeants des partis de gauche s'accorderont sans mal à relever le taux du salaire minimum — établi à 1 000 F en 1972 —, ainsi qu'à rayer de leur texte le droit à l'avortement, le droit de vote à 18

ans ou la libéralisation du divorce — toutes choses que le gouvernement Giscard a d'ores et déjà accordées, de droit sinon de fait.

Mais au-delà, il est probable que pas grand chose ne sortira de ladite réactualisation et surtout rien de précis et de satisfaisant, qui garantisse aux travailleurs une réelle amélioration de leur sort en cas de victoire de la gauche.

Mitterrand, Fabre et Marchais vont se réunir mais cette initiative ne concerne pas directement les travailleurs. Pour ces derniers, le problème numéro Un, ce n'est pas la réactualisation du Programme commun, c'est la riposte au plan Barre. Et de cela, il n'est pas question.

LES CONDITIONS D'UN CORTÈGE COMMUN DE L'EXTRÊME-GAUCHE

LE

1^{er}

MAI

En vue d'organiser en commun une manifestation le Premier mai prochain, des contacts ont été pris entre différentes organisations d'extrême-gauche, et notamment entre la Ligue Communiste Révolutionnaire, l'Organisation Communiste des Travailleurs et Lutte Ouvrière.

Notre position à ce propos est connue. Nous l'avons d'ailleurs exposée, il y a deux numéros, dans ces colonnes.

Dans la période actuelle, plus qu'auparavant encore, parce que la venue au gouvernement de la gauche est peut-être très proche, il est nécessaire pour l'extrême-gauche de se situer sans ambiguïté par rapport à elle.

Nous l'avons dit encore lors des récentes élections municipales : les révolutionnaires n'entendent évidemment ne mettre aucun obstacle à la venue de cette gauche au gouvernement dans la mesure où elle est souhaitée par la majorité des travailleurs. Mais, dans le même temps, il est nécessaire de dire que nous pensons qu'un gouvernement Mitterrand, même si Marchais y a un poste de ministre, ne sera pas un gouvernement représentant les intérêts des travailleurs (et cela qu'il y ait ou non des ministres radicaux, cela dit en passant, pour bien préciser les choses).

Il est nécessaire de le dire alors que nous sommes minoritaires parmi les travailleurs. Il est même nécessaire de le dire parce que nous sommes minoritaires. Le rôle des révolutionnaires est justement de s'attaquer aux illusions de la classe ouvrière.

Ces illusions ne tomberont peut-être que plus tard, à l'épreuve des faits, c'est-à-dire à l'épreuve de l'Union de la gauche au gouvernement, mais il faut dès aujourd'hui les dénoncer et proposer une autre perspective.

Les travailleurs ne pourront se tourner un jour vers un autre pôle, que si les révolutionnaires l'ont créé, c'est-à-dire ont proposé leur politique dès maintenant.

Dans ce contexte politique général, nous proposons donc d'organiser, à Paris du moins, où l'extrême-gauche en a largement la force, une manifestation indépendante de celle qu'organisera l'Union de la gauche (même si cette manifestation est organisée par les seules CGT et CFDT, comme les directions syndicales appuient et défendent la politique de l'Union de la gauche, c'est bien d'une manifestation en faveur de cette politique qu'il s'agira).

Comment en effet exprimer — et c'est à cela que doit servir une manifestation — d'une part qu'un courant existe bien

à la gauche du PS et du PC et d'autre part que la politique de ce courant est différente de celle de l'Union de la gauche? Une manifestation séparée le dit sans ambiguïté.

A notre proposition, la LCR a répondu par la position qui était déjà la sienne lors des années précédentes. Elle entend manifester derrière le cortège syndical Union de la gauche. Et elle propose à l'extrême-gauche de le faire avec elle. L'OCT, quant à elle, a pris une position intermédiaire en proposant d'organiser deux manifestations de l'extrême-gauche : l'une indépendante, l'autre derrière le cortège de l'Union de la gauche.

Il nous semble quant à nous qu'il nous faut choisir, c'est-à-dire faire une seule manifestation qui permette de rassembler le plus de sympathisants possible de l'extrême-gauche et ainsi donner le maximum de chances à celle-ci d'apparaître le plus largement possible.

Aussi — et parce que notre souci demeure, comme nous l'avons maintes fois exprimé, de faire ensemble tout ce qu'il est possible de faire chaque fois qu'il n'y a pas incompatibilité entre notre politique et l'action commune — nous serions prêts à nous rallier à la proposition de la LCR. Nous le répétons, cela ne nous semble pas la meilleure solution

possible. Mais sans doute, il est mieux qu'un cortège de dix mille ou quinze mille sympathisants d'extrême-gauche — ce que nous pouvons ensemble former ce jour-là — apparaisse même derrière le cortège de l'Union de la gauche, plutôt que des manifestations dispersées ou même rien du tout.

A une condition cependant : que ce cortège — c'est-à-dire ses mots d'ordre et ses banderoles — affirme sans ambiguïté possible qu'il se démarque de l'Union de la gauche et qu'il ne place aucun espoir pour les travailleurs dans un futur gouvernement Mitterrand-Marchais.

Sinon, sans de telles prises de positions nettes et claires, même imposant, le cortège de l'extrême-gauche apparaîtrait simplement comme un ralliement à cette Union de la gauche.

Les camarades de la LCR et de l'OCT prétendent être comme nous sans illusions vis-à-vis de l'Union de la gauche. Pourtant, dans leurs positions récentes, nous avons souvent pour notre part trouvé beaucoup d'ambiguïté.

Cortège commun donc : oui. Derrière celui de l'Union de la gauche : admettons. Mais tout dépend des mots d'ordre de ce cortège, c'est-à-dire de la politique que l'extrême-gauche entend défendre.

Les commissions d'arrondissement à Paris : le vert est mis

Ecologiste servant
de feuille de vigne
à Chirac...

DESSIN
CENSURÉ

Chirac a proposé aux écologistes parisiens — et ceux-ci ont accepté — de participer aux futures commissions d'arrondissement. Ces commissions, une par arrondissement, auraient pour tâche d'« assister le maire et le Conseil pour animer la vie locale » et seraient composées par tiers, de conseillers municipaux élus, d'officiers municipaux nommés par Chirac et de « représentants d'activités qui concourent au développement de l'arrondissement ».

C'est dire que les amis de René Dumont et de Brice Lalonde vont siéger à côté de représentants de Chirac et d'élus de droite (en majorité). Mais il n'y a pas là de quoi s'étonner : les écologistes nous avaient prévenus. Pour eux, tous les moyens de se faire entendre devaient être saisis, d'où qu'ils viennent. Aujourd'hui, le maire RPR de la capitale leur propose un siège dans des commissions d'arrondissement et ils sont prêts à s'y asseoir. Peut-être pour les quitter à grand bruit demain, peut-être

simplement pour réussir là une opération publicitaire...

En tout cas, ils le font au risque de cautionner aujourd'hui Chirac, et cela ne les gêne pas. Ce n'est manifestement pas leur problème. Les écologistes ne posent pas les problèmes en termes de classe, ils n'ont donc aucun principe à respecter, aucune solidarité à manifester vis-à-vis des partis de la classe ouvrière.

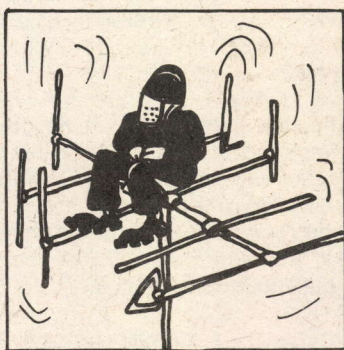
Leur apolitisme affirmé les amène à jouer un certain jeu vis-à-vis de la droite et de la gauche

sans vouloir s'engager ni d'un côté ni de l'autre.

Leur attitude actuelle n'est pas un alignement sur Chirac et elle ne préjuge en rien de ce qu'ils feront aux prochaines législatives, mais elle est révélatrice de leur nature sociale, et elle ne peut décevoir que ceux qui, à gauche ou à l'extrême-gauche, s'imaginent qu'ils pourront se rallier les « verts » parce que leurs revendications débouchent sur des problèmes de société.

Pierre LAFFITTE.

"Télé Valleraugue" n'émet plus !



Valleraugue, petit village d'une vallée des Cévennes ne recevait pas toutes les chaînes de la télévision nationale mais il produisait et diffusait son propre programme pour les mille habitants de la commune. Depuis deux ans, grâce à l'ingéniosité et à l'enthousiasme d'un radio-électricien et de quelques jeunes, Valleraugue pouvait suivre chaque samedi à 19 heures les nouvelles de la vallée, suivies, par

exemple, d'un entretien avec une « personnalité » comme les écrivains J.-P. Chabrol ou André Chamson.

Au cours de l'émission, les villageois pouvaient téléphoner à la mairie, siège du studio, ou s'y rendre pour intervenir dans le débat. Une télévision démocratique, et pas chère puisqu'elle avait été financée par le produit d'une soirée-loto dans le village : 10.000 francs.

Jacques Martin a trouvé l'expérience sympathique. Il lui a réservé quelques minutes de publicité dans son émission dominicale *La lorgnette*. Mais le résultat ne fut pas celui qu'il escomptait... Les autorités qui, bien qu'officiellement averties, fermaient jusque-là les yeux (à charge pour la gendarmerie locale de surveiller discrètement l'opération) jugeaient l'affaire soudain subversive.

Aux quatre coins du pays, chacun savait maintenant qu'avec un minimum de moyens et un peu d'imagination on pouvait faire une télé locale. Catastrophe !

Car en France, la diffusion d'émissions de télévision, comme de radio, est un monopole d'Etat. Alors l'Etat s'est immédiatement payé le ridicule d'interdire à Télé-Valleraugue de concurrencer les « Guy Luxeries » de ses propres chaînes.

USINOR-THIONVILLE :



(Photo RUSH)

3 000 TRAVAILLEURS JETÉS SUR LE PAVÉ

La décision prise le 1^{er} avril, par la direction d'Usinor de fermer ses installations de Thionville et de licencier trois mille cinq cents travailleurs a fait l'effet d'une bombe dans la région. On savait que vingt mille suppressions d'emploi étaient prévues dans la sidérurgie lorraine, mais on ne pouvait s'attendre à la fermeture d'une unité entière, telle celle de Thionville. Il s'agit d'une usine intégrée, située au bord de la Moselle, qui comprend toute la chaîne depuis les mines jusqu'aux laminaires et possède des installations ultra-modernes, tel un haut fourneau, le plus compétitif de France. La construction d'une nouvelle aciérie à oxygène était

même prévue et Usinor a touché pour cela 120 millions du gouvernement.

Bilan pour les travailleurs : plus de trois mille cinq cents suppressions d'emploi, sans compter les centaines — sinon les milliers — de licenciements supplémentaires dans les entreprises travaillant directement ou indirectement pour la sidérurgie. Bilan pour Usinor : il abandonne la majorité de son secteur produits longs et ronds pour se consacrer aux produits plats où il est plus compétitif. Et peu lui importe que des milliers d'ouvriers payent les frais de sa restructuration. Peu lui importe aussi que la Moselle ait été canalisée — avec les deniers publics — précisément pour

faciliter le développement de la sidérurgie dans la région de Thionville.

A l'annonce de cette mesure, les réactions ont été vives, le **Républicain Lorrain** a parlé du « coup de force » de la direction d'Usinor qui prononce ainsi « un arrêt de mort pour toute une partie de la région » et on a même pu voir des giscardiens, les Forces libérales et sociales, bloquer le trafic ferroviaire inter-usines pendant une heure lundi 3 avril.

De la part de la droite, on assiste donc à un concert de démagogie.

Les organisations syndicales, de leur côté, tiennent des propos très violents qui pourraient nous faire penser que la riposte va en-

fin être engagée. La CGT a déclaré : « Pas une vis, pas un écrou ne doit être démonté des installations, même si il faut aller jusqu'à l'occupation de l'usine » et la CFDT explique qu'Usinor Thionville doit servir de catalyseur pour la lutte de toute la sidérurgie lorraine.

Mais, sur le terrain, elle ne propose pas grand-chose pour l'instant. Mardi, la CGT prenait l'initiative d'un rallye, cortège de voitures partant de Thionville, Longwy et Hagondange pour se rendre à la préfecture de Metz tandis que la CFDT organisait à la même heure un meeting à Thionville : « Six heures pour travailler et vivre au pays ». Les travailleurs étaient plutôt écoeürés par

cette division syndicale et les deux manifestations n'ont réuni au total que deux mille cinq cents personnes. Pourtant dans les différentes usines de Sacilor, l'exaspération se fait sentir. A l'aciérie de Gandrange, des débrayages de deux heures éclatent plus que quotidiennement.

Alors, c'est au niveau de l'ensemble de la sidérurgie qu'il faut se battre et ce n'est qu'en paralysant, non seulement les installations que les patrons ont d'ores et déjà décidé de fermer, mais aussi leurs installations rentables, celles qu'ils veulent développer, que les travailleurs pourront faire ravalier leurs plans anti-ouvriers aux maîtres de forge et au gouvernement.

INTERVIEW

D'UN TRAVAILLEUR

D'USINOR

« C'est par la presse que nous avons appris l'annonce de la fermeture de l'usine parce que nous étions au chômage partiel depuis trois semaines. Ils en ont profité pour faire leur sale coup... maintenant je ne sais pas ce qui va se passer car je ne suis pas revenu à l'usine.

— La direction prétend qu'il n'y aura que 1.000 licenciements effectifs, qu'en pensez-vous ?

— Ce qu'elle nous propose est complètement bidon. Partir à Fos, cela ne nous intéresse pas. Quelques célibataires à la rigueur, mais, nous, nous avons notre maison, notre famille ici, nous ne pouvons pas partir. Il y aura quelques départs volontaires, des travailleurs alléchés par la prime, mais, de toute façon, on est loin du compte.

— On a parlé aussi dans la presse de départ aux HBL (Houillères du Bassin de Lorraine).

— Oui des lettres ont été envoyées par la direction, il y a plus d'un mois, à une centaine de jeunes d'Usinor de 18 à 30 ans, dont certains déjà mariés, pour leur proposer de s'embaucher aux Houillères du Bassin de Lorraine à une centaine de kilomètres d'ici. Beaucoup hésitaient, se doutant qu'en cas de refus, ils seraient les premiers licenciés. Il y en a 14 qui ont déjà accepté. »

Correspondant LO.

GENERAL-MOTORS-FRANCE : (Gennevilliers)

Grève avec occupation

« Il faut dégager, l'usine est occupée : ce n'est plus vous qui commandez. » C'est en ces termes que des travailleurs se sont adressés à quelques directeurs lundi 4 avril au matin à l'usine General Motors de Gennevilliers. Un vote venait d'avoir lieu qui décidait de l'occupation et l'annonce des résultats avait été accueillie par des cris de joie.

Sans même demander leur avis aux organisations syndicales, les ouvriers se sont répandus dans les bureaux pour exhorter les mille deux cents mensuels — dont seule une petite proportion était en grève — à cesser le travail. Mais, devant leur hésitation, les ouvriers ont choisi la seule solution qui restait : ils ont coupé l'électricité, à la satisfaction d'ailleurs de la plupart des mensuels qui hésitaient peut-être mais ne demandaient pas mieux que de rejoindre la grève.

UNANIMITE DES TRAVAILLEURS, MAIS HESITATIONS SYNDICALES

Cela faisait pourtant trois jours que les organisations syndicales entraînaient les travailleurs de meeting d'information en meeting d'information, alors qu'elles avaient el-

les-mêmes accepté d'être promues par la direction d'audiences en réunions, de réunions en CE...

Ces trois jours d'attente et de mécontentement étaient la première réponse des travailleurs à l'annonce par la direction de 1,6 % d'augmentation des salaires ! Les ouvriers se sentaient floués, à juste titre.

L'OCCUPATION

Les syndicats, CGT et CFDT, ne se sont décidés à prendre résolument la tête d'une grève jusqu'à satisfaction des revendications que le lundi 4 au matin, après avoir constaté qu'avec ou sans eux les ouvriers ne voulaient pas reprendre le travail.

Il faut dire que, même en ce qui concerne les revendications, les syndicats n'avaient encore rien précisé deux jours et demi après le début du mouvement. Ils réclamaient maintenant 200 F plus 3 %, et la revendication du paiement des heures de grève proposée par un militant connu pour ses idées révolutionnaires a été largement applaudie. Elle a d'ailleurs fini par être mise en avant par la CFDT et la CGT.

Comment la décision d'occuper a-t-elle été prise ? Ce sont les syndicats eux-mêmes

qui l'ont proposée lundi 4 en organisant un vote comportant trois possibilités : grève reconductible toutes les 24 heures, grève avec occupation, ou bulletin blanc pour la reprise. Les résultats ont dépassé toutes les prévisions : sur 1.069 votants, 713 se sont prononcés pour l'occupation, 219 pour la grève reconductible, 123 pour la reprise (14 bulletins étaient nuls).

UNE DIRECTION REPUTEE « DE COMBAT »

La réputation de la direction de la GM est celle d'un patron de combat. La GM fut longtemps considérée comme une entreprise « à l'américaine » — ce qu'elle est d'ailleurs par ses liens financiers — et licenciait très facilement, périodiquement, pour réembaucher à la suite, tout aussi facilement.

Cette entreprise de trois mille deux cents travailleurs, dont 50 % de femmes et plus de 50 % de travailleurs émigrés, fabrique des pièces détachées pour les usines de montage Opel d'Allemagne.

Mardi, la direction assignait en référés vingt-huit travailleurs de l'usine et, dans l'après-midi même, le tribunal ordonnait l'expulsion des grévistes de l'usine.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE MOUVEMENT ?

A l'heure où nous écrivons, une intervention policière reste une menace. En attendant, c'est l'occupation : seize cents cartes de grévistes ont été distribuées et des piquets de grève effectuent le contrôle à toutes les portes. A un gardien qui rechignait à montrer sa carte de la GM, des ouvriers des piquets rappelaient : « Quand tu contrôles les cartes à l'entrée, nous, nous sommes obligés de te la montrer ! ».

Tout le monde est bien décidé à faire respecter la grève. Les lances à incendie ont été mises en batterie, et elles ont déjà servi à chasser les jaunes, mensuels pour la plupart, aux attitudes provocantes. Certains cadres narguaient les piquets et essayaient de dresser la liste des éventuels non-grévistes.

Les travailleurs de la GM se sont installés dans la grève. Ce ne sera bien sûr par simple car tous les patrons se serrent les coudes autour du plan Barre.

N'empêche ! A la GM, les travailleurs sont bien décidés à obtenir quelque chose. Et, si la direction veut que le travail reprenne, il faudra bien qu'elle recule !

Le PCI au gouvernement...

Va-t-on vers la mise au point d'une nouvelle formule gouvernementale en Italie, comportant une participation plus étroite du Parti Communiste Italien au pouvoir ?

Voilà en effet neuf mois que dure le gouvernement Andreotti. Ce gouvernement « monocolor », ne comportant que des ministres démocrates-chrétiens, est en fait minoritaire à la Chambre, et ne peut gouverner que grâce à l'abstention des partis du centre, du Parti Socialiste, et surtout du Parti Communiste. Le gouvernement Andreotti mérite, ainsi, le nom de « gouvernement des abstentions ». Mais l'abstention du Parti Communiste Italien n'est qu'un soutien à la politique d'Andreotti, grâce à laquelle celui-ci, en quelques mois, a pu mettre en place une politique d'austérité profondément anti-ouvrière.

Ce compromis entre la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste Italien s'est fait au lendemain des élections de juin 1976 dans le contexte de la grave crise économique italienne. La Démocratie Chrétienne, sur la base des résultats électoraux, refusait la participation gouvernementale du PCI, mais réclamait son « consensus » pour imposer aux travailleurs les « sacrifices » réclamés par la bourgeoisie. Le PCI s'est montré responsable pour deux, en soutenant la politique d'austérité sans réclamer la contrepartie politique que serait sa participation gouvernementale.

Aujourd'hui, par la voix de son

ira, ira pas ?

secrétaire général, Enrico Berlinguer, le PCI déclare que l'actuelle forme gouvernementale est dépassée. Sans formuler d'exigence précise, il demande que la Démocratie Chrétienne « définisse un nouvel équilibre politique », ajoutant que, vue la gravité de la crise, il faut désormais bien plus qu'un « gouvernement des abstentions », mais une collaboration claire des partis politiques.

En clair, le PCI demande à faire désormais partie de la majorité gouvernementale. Il estime avoir, au cours des neuf mois écoulés, largement donné la preuve de son sens des responsabilités et de sa bonne volonté à l'égard de la bourgeoisie italienne. Il s'est montré prêt à essuyer l'impopularité de sa politique dans la classe ouvrière, et auprès des étudiants en lutte. Il s'est montré un parti de l'ordre et de gouvernement, et estime maintenant qu'il est temps que, en échange, on lui reconnaisse une place au gouvernement.

La Démocratie Chrétienne va-t-



Berlinguer : dedans ou dehors ? (Ph. AFP)

elle donner satisfaction au PCI, ou bien trouver un nouveau compromis, à mi-chemin entre l'actuel gouvernement des abstentions et l'entrée du PCI au gouvernement ?

En tout cas, c'est la Démocratie Chrétienne qui reste maîtresse du jeu : le PCI s'est déclaré par avance opposé à l'idée de

déclencher une crise gouvernementale, et la Démocratie Chrétienne reste donc assurée, quoi qu'il arrive, de son soutien ou de son abstention. Rien ne la presse donc de répondre aux demandes du PCI. C'est seulement si la crise politique et sociale l'y contraint que la Démocratie Chrétienne fera appel au PCI afin de

mener au gouvernement, une politique anti-ouvrière encore plus draconienne.

Mais comment cette quête de quelques portefeuilles pourrait-elle tenir lieu de perspectives politiques pour les travailleurs et les jeunes, qui souffrent de la crise et du chômage ?

André FRY.

Manifestation contre le viol

A plusieurs reprises, ces jours derniers, des milliers de femmes italiennes sont descendues dans la rue pour manifester contre le viol.

Une première manifestation a eu lieu le jeudi 31 mars — dix mille femmes y ont participé — pour protester contre le fait qu'une jeune fille, Claudia Caputi, déjà victime d'un viol collectif en août dernier — le procès de sept de ses agresseurs s'ouvrait justement ces jours-ci — portait plainte pour avoir été à nouveau

violée et blessée par quatre de ses agresseurs de l'été dernier.

Une nouvelle manifestation avait lieu, le lundi 4 avril, à la suite d'un nouveau coup de théâtre dans cette sordide affaire : le substitut du procureur ouvrait en effet une enquête judiciaire contre Claudia Caputi, la soupçonnant d'avoir « inventer son deuxième viol ». Selon ce magistrat, la jeune fille se serait mutilée elle-même avec une lame de rasoir. C'est contre cette version de la chose, contestée, que

les mouvements féministes, les syndicats et les partis de gauche appelaient à manifester.

Mais le fait que des milliers de femmes descendent dans la rue pour dénoncer le viol, prouve que ce problème, bien au-delà du cas particulier de Claudia, est une réalité de la société italienne.

D'après la police italienne, il y a des milliers de viols chaque année en Italie ; mais les victimes ne portent pratiquement jamais plainte. Et ce n'est pas seulement l'attitude des juges qui l'expli-

que — encore que le réflexe du magistrat romain contre Claudia soit révélateur à cet égard. Mais dans ce pays où la morale catholique opprimente à façon des générations d'hommes et de femmes, où l'influence de l'Eglise est encore considérable, la situation de la femme est particulièrement rétrograde. Claudia elle-même a raconté aux journalistes qu'à la suite de son premier viol, son père était venu la gifler sur son lit d'hôpital et que sa mère l'avait suppliée de ne pas porter plainte.

S'il y a eu des milliers de femmes italiennes dans la rue pour crier leur indignation ces jours derniers, c'est qu'elles se sentent toutes concernées par ce problème. Des milliers de femmes, en Italie, n'acceptent plus l'oppression que fait peser sur elles toute la société. Une société où le viol, comme la prostitution d'ailleurs, sont les sous-produits de la morale officielle, du puritanisme et de l'hypocrisie dominants.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Afrique du Sud

Un budget pour augmenter la répression

L'annonce d'un nouveau budget de la République Sud-Africaine présenté au Parlement pour l'année 1977-1978 est bien dans la lignée des précédents, celui d'un budget réactionnaire et raciste. La première chose qui saute aux yeux est l'augmentation de 21,3 % de tout ce qui concerne la répression à savoir les Affaires étrangères, les prisons, la police et le Bureau de sécurité de l'Etat.

La position du gouvernement raciste est claire : il a l'intention d'accentuer sa politique de ré-

pression vis-à-vis de la population noire qui se révolte.

A côté, l'augmentation du budget culturel des Noirs qui a été soulignée par l'ensemble de la presse internationale, est bien dérisoire. Certes, ce n'est pas un hasard si le gouvernement a fait ce geste vis-à-vis des jeunes Noirs. Et il a dû en coûter à certaines racistes. Mais cette augmentation qui vise à essayer de démobiler cette partie de la jeunesse qui a été à la pointe de la révolte ces derniers mois ne changera strictement rien à la situation en Afrique du Sud. Pas

plus que l'augmentation des moyens répressifs ne pourra endiguer la vague de révolte.

Les fusils, les assassinats, la répression la plus féroce n'a pas empêché des centaines de milliers de Noirs de descendre dans la rue et de se battre les armes à la main.

Une page de l'histoire de l'Afrique du Sud est maintenant tournée, et le régime raciste pourra voter tous les budgets qu'il veut sur la répression, la révolte des Noirs finira par le balayer.

Anne GARBE.

Allemagne

Le gouvernement allemand s'acharne sur les prisonniers du groupe Baader

Andreas Baader et deux de ses compagnons dont le procès se déroule à Stuttgart font la grève de la faim depuis plus d'une semaine. Ils veulent que l'on mette fin à leur isolement, et ils protestent contre les écoutes clandestines des conversations avec leurs avocats.

L'Etat allemand tient à sa vengeance et s'acharne jusqu'au bout sur ceux qui l'ont défié. Rappelons-nous : Holger Meins, un membre de l'organisation Baader faisait la grève de la faim pour ne plus subir la torture « blanche » des salles d'isolement, on l'a laissé mourir d'épuisement. Puis il y a eu le « suicide » plus que suspect de Ulrike Meinhof considérée comme une dirigeante du groupe Fraction « Armée Rouge ».

Aujourd'hui, plus d'un an après l'ouverture du procès, avant même d'attendre le verdict, les gouvernants continuent à s'acharner sur les détenus du groupe Baader. Bien sûr, officiellement, on ne torture pas, on « isole », un isolement tellement étudié, dans des pièces toutes blanches, sans angles, sans bruit, que les prisonniers perdent toute notion du temps et qu'ils peuvent sombrer dans la folie.

Même le droit à la défense a été maintes fois bafoué, les avocats espionnés, traqués, et risquant de se retrouver eux aussi au banc des accusés.

Tout cela est, rappelons-le, l'œuvre d'un gouvernement social-démocrate. Voilà qui juge les hommes et leur politique.

Pierre VILMA.

QUAND LA "LIBERTÉ SYNDICALE" VA DE PAIR AVEC LA SYNDICALISATION OBLIGATOIRE

Le 30 mars, les Cortès — la caricature de parlement mise en place par Franco, et qui vit ses derniers jours — ont adopté un texte de loi qui a été présenté comme instituant la liberté syndicale. En fait, comme avec toutes les réformes juan-carlistes, la liberté est plus visible dans les titres des journaux que dans le détail des mesures adoptées. En fait de liberté syndicale, les travailleurs auront bien le droit de constituer des syndicats « par branche d'industrie » (ce qui sous-entend qu'ils ne pourront pas, par contre, constituer légalement des confédérations, bien qu'il en existe aujourd'hui plusieurs de fait). Mais le texte adopté par les Cortès ne met pas fin à l'existence du syndicat « vertical » franquiste, la CNS (Confédération nationale syndicaliste), auquel tous les travailleurs espagnols sont obligatoirement affiliés, et doivent payer une cotisation d'autant plus régulière qu'elle est directement retirée de la paye par le patron.

La situation que crée le vote des Cortès est donc celui d'un système aberrant dans lequel tous les travailleurs espagnols devront obligatoirement être syndiqués à la CNS, et où ceux qui le désirent pourront appartenir en outre à un deuxième syndicat.

Mais il ne s'agit sans doute là que d'une situation transitoire, car si la CNS n'a pas été dissoute, elle ne reste pas intacte pour autant. Comme ceux du « Movimiento », ses fonctionnaires vont être intégrés dans l'administration d'Etat, et ses biens transférés à l'Etat. Mais cela ne satisfait en aucune manière les syndicats ouvriers qui revendiquent pour leur compte les propriétés de la CNS. Ceux-ci représentent d'ailleurs un patrimoine considérable. Aux biens des syndicats ouvriers d'avant 1939, saisis par Franco à la fin de la guerre civile, sont venus s'ajouter au fil des ans ce que la CNS a acquis grâce aux milliards qui rentraient

tous les mois dans ses caisses en vertu de la syndicalisation obligatoire (la cotisation moyenne d'un ouvrier est actuellement de l'ordre de 20 F par mois). Les organisations syndicales ouvrières considèrent que tous ces biens appartiennent à la classe ouvrière, et cela est incontestable. Mais leur revendication obéit aussi à des motifs moins nobles, car rentrer en possession de tout ou partie des biens de la CNS leur permettrait de faire vivre des

syndicat vertical, avant la mort de Franco, et nul ne peut dire quand de nouvelles élections auront lieu, et suivant quelles modalités (aucune périodicité n'étant prévue pour ces élections dans l'ancienne législation, et la nouvelle loi n'abordant même pas le problème).

Pourtant, il est évident que Suarez ne peut pas en rester à la situation actuelle. « L'euro-péanisation » de l'Espagne qu'il a entreprise ne nécessite pas seu-

missions Ouvrières, communiste, et l'UGT, socialiste, sont aujourd'hui bien plus préoccupées par les prochaines échéances électorales que par la défense des intérêts des travailleurs face à la crise...

L'attitude des Commissions Ouvrières et de l'UGT, faisant tout pour isoler les mouvements revendicatifs, n'est d'ailleurs sans doute pas étrangère au développement que connaît aujourd'hui la vieille centrale anarcho-syndi-

reocratique. Mais l'attraction qu'elle exerce sur les travailleurs les plus combattifs montre que la classe ouvrière espagnole n'est pas décidée à supporter sans rien dire les frais de la crise et que la bourgeoisie espagnole n'aurait peut-être pas intérêt à attendre trop longtemps avant de donner aux dirigeants réformistes les moyens de mettre en place des appareils syndicaux solides et efficaces.

Les luttes qui se déroulent aujourd'hui en Espagne sont marquées par une tradition d'assemblées générales régulières des grévistes, née à une époque où de telles pratiques étaient la condition sine qua non de l'existence même de mouvements revendicatifs, où les syndicats réformistes clandestins ne pouvaient diriger des luttes — sur des objectifs aussi limités soient-ils — que s'ils avaient l'appui actif de tous les travailleurs. Ces traditions, que les réformistes essaient aujourd'hui de remettre au rencart, mine de rien, jouent actuellement un rôle important, car elles sont un point d'appui pour les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière.

Le succès ou la défaite des luttes revendicatives en cours, comme de celles qui ne manqueront pas de se dérouler dans les mois qui viennent, est d'ailleurs plus important pour l'avenir que le fait de savoir quand et comment Suarez et le patronat espagnol prendront des mesures d'intégration des syndicats ouvriers au système politique qui se me, et en ses moyens. Et donc, en bénéficieront, ou si la bourgeoisie privilégiera certains. Car du succès de ces luttes dépend dans une large mesure la confiance que la classe ouvrière espagnole peut gagner en elle-même, et en ses moyens. Et donc, par voie de conséquence, l'évolution du rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat.

François DUBURG.



Une vue du meeting de la CNT.

appareils leur appartenant en propre.

Mais pour le moment, la bourgeoisie espagnole ne se montre pas très pressée de donner aux syndicats ouvriers, qui ne sont même pas encore légaux en tant que confédérations, les moyens de créer de tels appareils, ne serait-ce qu'un système de lois dites « sociales » analogue à celui qui existe par exemple en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne. Les délégués officiellement en fonction, aujourd'hui, dans les usines espagnoles, sont ceux qui ont été élus au sein du

lement, en effet, la mise en place d'un parlement, mais aussi celle d'appareils syndicaux réformistes, qui jouent un rôle au moins aussi important que le premier, comme amortisseur social, dans toutes les démocraties bourgeoises. Mais le gouvernement espagnol semble bien décidé à obtenir des syndicats ouvriers le maximum de gestes de bonne volonté avant d'aller plus loin dans cette voie. Il y parvient d'ailleurs d'autant mieux que deux des principales organisations syndicales ouvrières, la confédération syndicale des Com-

caliste, la CNT, qui apparaît plus combative, et qui a réussi à réunir le 27 mars entre 15 et 20.000 personnes dans les arènes de San Sebastian de los Reyes, à 18 km de Madrid.

Ce succès du meeting de la CNT, qui a été un événement politique remarqué par toute la presse espagnole, montre d'ailleurs que la politique de Suarez n'est pas sans danger — du point de vue de la bourgeoisie. Non pas que la CNT ne soit pas susceptible, comme les Commissions Ouvrières ou l'UGT, de donner naissance à un appareil bu-

LA LIQUIDATION DU "MOVIMIENTO" : LA CONSTATATION D'UN ÉTAT DE FAIT

Le « Mouvement national », le parti unique créé par Franco durant la guerre civile par l'unification forcée de toutes les forces de la droite et de l'extrême-droite espagnole, a vécu. En décidant, le 1^{er} avril, la suppression de son secrétariat général, le passage de toutes ses propriétés (et elles étaient immenses, à commencer par ses 35 périodiques et ses 44 postes émetteurs de radio) à l'Etat, l'intégration de ses 10.900 fonctionnaires au corps des fonctionnaires d'Etat, le Conseil des ministres a pratiquement mis fin à l'existence de celui-ci, même s'il reste quelques-unes de ses ramifications, encore, à liquider.

Cette fin peu glorieuse ne doit pas surprendre. Franco avait un jour défini le « Mouvement », devant un de ses intimes, comme « la claqué de ses voyages en Espagne ». En prenant cette boutade au pied de la lettre, le « Mouvement » avait perdu sa raison d'être à la mort du caudillo. Et ce n'était pas entièrement faux : sa liquidation était inscrite dans la politique de libéralisation contrôlée engagée par Juan Carlos dès son arrivée au pouvoir.

Le décret du 1^{er} avril n'a sus-

cité aucune réaction notable de la droite espagnole. Et il ne faut pas s'en étonner non plus. Le démantèlement du « Mouvement » s'est effectué d'autant plus facilement que celui-ci n'avait jamais, en Espagne, joué un rôle comparable à celui que jouèrent respectivement en Italie et en Allemagne les partis fasciste et nazi. Le mouvement ne fut pas tant l'instrument de la dictature (rôle qui resta essentiellement celui de la police et de l'armée) que son décorum. Et conglomérat de diverses tendances de droite, unifiées bon gré, mal gré, autour de la personne de Franco, il commença de fait à se décomposer bien avant que le gouvernement Suarez entreprenne sa liquidation.

En tant qu'appareil politique, le « Mouvement » n'existait déjà plus depuis des mois. La plupart des hommes politiques qui en faisaient partie s'étaient déjà reconvertis. Les uns ont formé les multiples groupes du centre — de la Démocratie Chrétienne à ceux que l'on appelle en Espagne les socialistes « bleus », par opposition aux courants issus du traditionnel Parti Socialiste Ouvrier, à cause de la couleur de la che-

mise de la Phalange qu'ils portaient encore il n'y a pas si longtemps. Les autres se sont regroupés dans l'Alliance Populaire de l'ancien ministre de l'Intérieur Fraga Iribarne, qui constitue l'opposition « démocratique » (elle se dit partisan de la « réforme politique ») de droite à Suarez. Les nostalgiques de la dictature, enfin (mais ce sont les moins nombreux) ont constitué des groupes d'extrême-droite, tels que la Fuerza Nueva (Force Nouvelle) de Elías Pinar. Mais il ne se trouve pratiquement pas un homme politique en Espagne, aujourd'hui, pour défendre l'existence du mouvement tel qu'il avait évolué depuis 18 mois.

Quant aux fonctionnaires de son appareil administratif, leur intégration au sein du corps des fonctionnaires d'Etat vient répondre à la seule question qui pour eux avait une importance : celui de la soupe.

Mais précisément cette intégration des anciens fonctionnaires du parti unique au sein de l'appareil d'Etat juan-carliste en dit long sur les prétentions démocratiques de celui-ci.

F.D.

QUÉBEC

Le gouvernement indépendantiste veut faire du français la seule langue officielle

Le ministre québécois du Développement culturel a annoncé qu'il allait déposer devant l'Assemblée provinciale un projet de loi visant à faire du français la langue officielle unique, mettant ainsi fin au bilinguisme qui existe au Québec comme dans tout le Canada. Le projet de loi entend faire du français la langue administrative unique et aussi en imposer l'usage dans les entreprises sous peine de sanctions contre les contreve-

nants, notamment sous la forme des suppressions des commandes de l'Etat. En cela le gouvernement prétend faire œuvre de justice sociale, en faisant remarquer que les francophones restent désavantagés dans beaucoup d'entreprises où l'anglais est nécessaire pour parvenir aux postes de responsabilité.

Mais c'est là une mesure démagogique qui vise à satisfaire à bon compte le nationalisme des Québécois de

langue française. En fait ceux qui ont voté pour le Parti indépendantiste et qui l'ont ainsi porté au gouvernement espéraient et voulaient plus. A défaut de répondre à cette attente, à défaut de sortir le Québec du marasme économique, à défaut de dépasser sa situation de province sous-développée par rapport au reste du Canada, le gouvernement indépendantiste prend une mesure administrative qui ne va pas bien

join. Pire même, si elle était appliquée, elle aboutirait seulement à substituer une oppression linguistique fondée essentiellement sur des rapports économiques par une autre, et de droit cette fois, en tout cas pour la minorité des Québécois de langue anglaise. Et le moins que l'on puisse dire c'est que c'est un mauvais service à rendre à la classe ouvrière québécoise que l'on divise encore plus ainsi.

Alain LEMOINE

BELGIQUE

Des travailleurs refusent la trêve électorale



Manifestation le 13 mars 1976 à Bruxelles contre le chômage. (UPI)

En Belgique, le gouvernement a lui aussi un plan d'austérité et il s'appelle le plan Egmont. Il a le même objectif que son homologue français : faire payer la crise aux travailleurs.

Contre ce plan, les syndicats belges avaient organisé début mars une série de grèves tournantes par région qui ont été largement suivies comme en a témoigné la paralysie du port d'Anvers. Ils revendiquaient alors « la sauvegarde des acquis sociaux, le maintien de l'emploi et la réduction de la durée du travail ».

Mais pour les syndicats réformistes belges, il n'était pas question d'organiser une riposte sérieuse à l'austérité imposée par

le gouvernement. Il a d'ailleurs suffi que la Chambre soit dissoute et des élections anticipées prévues pour qu'ils stoppent le mouvement de grève.

Mais les travailleurs n'ont pas tous accepté d'arrêter leurs actions notamment en Wallonie où des grèves totales ou partielles ont continué dans plusieurs grands secteurs industriels tel le sillon industriel de la Sambre à Gembloux, Andenne, Florette, etc. Ceux qui ont été à la tête de ces luttes sont pour la plupart des responsables syndicaux locaux s'opposant ainsi aux directions de leurs confédérations, la FGTB d'obédience socialiste et la CSC (centrale des syndicats chrétiens).

A l'occasion de dernières manifestations certains militants syndicaux ont cru bon de ressortir le drapeau wallon et de tenir des propos nationalistes. De telles tendances ne sont certes pas nouvelles dans le mouvement ouvrier belge mais elles ont toujours conduit les travailleurs à une impasse en divisant la classe ouvrière entre Wallons et Flamands, comme lors de la grève générale de 1961 par exemple.

En tout cas, les travailleurs belges ont non seulement donné un camouflet aux directions syndicales appelant à la reprise, mais ont surtout montré, face au plan gouvernemental, leur volonté de lutter et de vaincre.

Italie du Sud

La pollution, ce n'est pas le problème des armateurs

Il y a deux ans, deux navires entraient en collision et coulaient au large d'Otrante, en Italie du Sud. L'un d'eux, un cargo yougoslave, transportait une cargaison d'un produit très toxique voire mortel : le tétrathyle de plomb.

C'est seulement maintenant que commence la récupération des fûts qui reposent par 90 mètres de fond. L'opération est très délicate ; les containers se sont détériorés au contact de l'eau de mer et doivent être remontés lentement pour éviter que le brus-

que changement de pression ne les fasse éclater. Les plongeurs se relayent toutes les quatre heures et sont constamment suivis en plongée par des caméras, ils sont soumis à des contrôles médicaux réguliers pour déceler toute trace d'intoxication.

Cette récupération va coûter dix milliards de lires (soixante millions de francs actuels) au gouvernement italien qui veut que l'opération soit terminée avant le début de la saison touristique.

Et c'est là la prévision de cet af-

flux de vacanciers qui a décidé le gouvernement italien à prendre des mesures. Car, sans cette échéance proche, on en serait encore à discuter des responsabilités et à chercher lequel des deux armateurs propriétaires des cargos se chargerait du renflouement. Discussions vaines car les transporteurs sont les premiers à rejeter leurs responsabilités, ne se souciant pas des conséquences d'un naufrage.

On l'a bien vu lors d'autres catastrophes, comme par exemple

l'échouage de l'Olympic Bravery en janvier 1976 : le groupe Onassis se chargea de récupérer les quelques milliards de sa compagnie d'assurance, mais pas l'épave. Sourd à toute mise en demeure, il laissa aux habitants d'Ouessant des côtes polluées pour de longues années.

Telle est la logique scandaleuse de cette société de profit où des irresponsables font courir aux populations des risques qui peuvent, dans certains cas, être mortels.

Sylvie MARECHAL

QUAND LA MEDECINE VIENT AU SECOURS DE LA POLITIQUE

La CIA posséderait un service de médecins chargés d'établir des diagnostics sur l'état de santé présumé de tous les chefs d'Etat. C'est ainsi que pour Brejnev, la CIA aurait diagnostiqué une maladie grave...

On ne sait pas très bien à quoi ces renseignements peuvent être utiles aux stratèges américains. D'autant que s'il y a des chefs d'Etat qui meurent de maladie au cours de leurs fonctions, il en est d'autres qui se font assassiner sans que cela ait été programmé par la CIA, d'autres encore qui sont renversés par un coup d'Etat ou par des élections, ou d'autres enfin qui sont tout bêtement écartés du pouvoir à cause de la corruption qu'ils ont favorisée, comme... Nixon.

Et c'est encore quand ils font exécuter eux-mêmes le travail que les chefs de la CIA sont sûrs du résultat, comme au Chili ou en Grèce. Là, leurs « médecins » ne se contentent plus d'observer mais donnent plutôt dans la boucherie.

Alain LEMART

DES NÉGRIERS MODERNES

Dix-neuf marins philippins ont été traduits devant la justice de leur pays pour avoir en février dernier obtenu par la grève des augmentations de salaire et le paiement d'arriérés. Le bateau, battant pavillon panaméen, était alors à quai à Port-de-Bouc, dans la région marseillaise et, grâce à l'appui des marins CGT et des dockers, les marins du Montego avaient pu obtenir satisfaction.

Ils risquent aujourd'hui non seulement de devoir rembourser ce qu'ils avaient obtenu mais

aussi d'être condamnés à dédommager l'armateur et en plus d'être radiés du registre des inscriptions maritimes, c'est-à-dire de ne plus pouvoir exercer leur métier.

Ce scandale est loin d'être isolé. Il est en fait celui de la plupart des bateaux battant pavillon de complaisance qui, de ce fait, échappent au système fiscal des pays dont ils sont originaires mais se permettent en plus d'ignorer complètement toute législation du travail. Recrutant leurs équipages dans des pays

sous-développés, les armateurs en profitent pour imposer des conditions de travail, de sécurité et de salaire dignes d'esclavagistes modernes. Et encore heureux quand le salaire est versé : un pétrolier sous pavillon libérien est actuellement immobilisé à Berre par son équipage qui n'a pas perçu de salaire depuis octobre dernier !

Un autre pétrolier battant même pavillon libérien est resté plusieurs jours immobilisé au Havre-Antifer en raison d'une grève

d'une partie de l'équipage : seize marins grecs réclamaient des augmentations de salaires de 100 %, en application des accords signés par la Fédération internationale des transports. L'armateur a finalement cédé, leur a accordé le réajustement de salaire exigé, mais les a... licenciés !

Les organisations de marins et de dockers des autres pays ont des moyens de soutenir les marins de ces bateaux. La solidarité doit s'organiser.

Michel RITTER

dossier

LES PETITS
COMMERÇANTS

PETITS COMMERÇANTS ET TRAVAILLEURS

LES MEMES ENNEMIS, DES INTERETS COMMUNS

LA CRISE DU PETIT COMMERCE

Une population nombreuse

Il y a en France 400 000 petits commerçants. Si on ajoute les professions artisanales liées au commerce (boulangers, bouchers...), on obtient un chiffre proche du million.

Cela représente 3 à 4 % de la population active ; tandis que le commerce dans son ensemble fait vivre près de 10 % de la population.

Ces chiffres montrent la place importante qu'occupe le petit commerce en France. On y compte un commerce de détail pour 90 habitants, alors que, pour les autres pays d'Europe, la moyenne est de 1 pour 120.

L'offensive des grandes surfaces

Le chiffre d'affaires du commerce de détail était, en 1975, de 402 milliards de francs. 60 % de ces ventes provenaient du petit commerce. Mais sa part a considérablement diminué, puisqu'elle était de 88 % en 1952.

Cette régression s'est surtout produite au cours des dix dernières années. En effet, en 1968, le petit commerce réalisait encore 81 % des ventes de détail. Mais c'est à cette époque que les hypermarchés ont commencé à se multiplier (les premiers datent de 1963).

Mais la concurrence des grandes surfaces ne se fait pas sentir de la même façon pour tous les commerces. Si celles-ci réalisent aujourd'hui 16 % des ventes au détail, elles atteignent 30 % dans le commerce alimentaire.

Il n'est donc pas étonnant que 85 % des disparitions de magasins proviennent du secteur alimentaire.

Des bouleversements profonds

Entre 1965 et 1975, 20 000 commerces de détail ont disparu (leur nombre est passé de 574 000 à 554 000). Mais depuis quelques années, leur nombre semble se

maintenir. Ainsi, en 1975, le nombre des créations de commerces était supérieur de 3 700 unités à celui des disparitions.

Cette stabilité provisoire cache de profondes transformations. Car les commerces qui se développent sont fondamentalement différents de ceux qui disparaissent. Les petites épiceries sont remplacées par des commerces de luxe (parfumerie, maroquinerie) ou très spécialisés (sport, vêtements, quincaillerie).

Le petit commerce dans l'impasse

Cette tendance est particulièrement évidente dans les nouveaux quartiers, où les magasins se créent dans les centres commerciaux. Ceux-ci sont en général construits autour de magasins à grande surface, qu'ils complètent en y ajoutant des commerces très spécialisés. Cette conception exclut non seulement les commerces d'alimentation générale, mais pratiquement tous les petits commerçants, car le coût d'implantation est très élevé.

Le petit commerçant dont la boutique ne marche pas n'a pas les moyens de s'adapter à cette situation. Il faudrait qu'il vende son fonds de commerce — ou qu'il le transforme. Mais il ne peut le faire, justement parce que les affaires sont mauvaises. Alors, il essaye de s'en sortir jusqu'au bout, même si, souvent, il n'a pas d'autre issue que la faillite.

Et rien ne permet de penser que cette situation ira en s'améliorant dans les années à venir.

Une étude réalisée en 1970 prévoyait qu'en 1995, il n'y aura plus que 264 000 détaillants, dont 200 000 petits commerçants. Et ceux-ci ne représenteraient plus que 35 % du chiffre d'affaires total. Cela signifierait la disparition de la moitié des commerçants actuels.



Le gouvernement présente le petit boutiquier comme fauteur de vie chère, ce qui lui permet de masquer ses propres responsabilités et celles des trusts.

A la fin de l'année 1976, les petits commerçants en colère ont occupé le devant de la scène : grève en octobre, riposte aux contrôles fiscaux en novembre. C'est qu'au moment même où Barre accordait des subventions aux grosses sociétés capitalistes, laissait libre les profits des magnats de la production, il rognait les revenus des détaillants en fruits et légumes en bloquant leur marge bénéficiaire. Le gouvernement savait bien que, ne touchant pas au sacrosaint profit des grossistes, le blocage des marges ne pouvait arrêter la hausse des prix. En fait, il s'agissait d'une attaque ouverte contre le niveau de vie des commerçants. Le but de l'opération était de les faire apparaître comme des privilégiés.

Bien sûr, il y a des commerçants prospères. Sans parler des grandes surfaces qui brassent des centaines de millions, vendant et renouvelant leurs stocks avant même de les avoir payés ; il existe des boutiques qui « s'en tirent bien ».

Mais au bas de l'échelle, ce sont des dizaines de milliers de petits, qui n'ont ni

débit assez rapide, ni argent d'avance pour pouvoir renouveler les stocks en suivant les hausses de prix sans cesse croissantes. Et ce sont justement ces petits qui vont subir de front les mesures gouvernementales. C'est sur eux que ces mesures vont retomber.

Bien sûr, tous ces petits propriétaires (et même les plus modestes) tiennent pour la plupart à l'ordre tant que leurs affaires vont bien ou, tout au moins, aussi longtemps qu'ils espèrent qu'elles iront mieux demain. Mais chez les plus vulnérables, ces espérances déclinent vite pour faire place au désespoir devant les traites impayées, les impôts, la concurrence des plus gros... Ces petits au bord de la ruine, ceux que révoltent les injustices de la fiscalité cherchent dans les organisations de commerçants des gens qui, comme eux, sont décidés à passer à l'action directe pour rétablir « la justice » contre l'Etat et ses fonctionnaires et les « gros ».

Même si les petits commerçants en colère ont pu, grâce à leur action énergique, arracher à l'Etat un certain nombre de concessions, l'ensemble des petits commerçants n'en reste pas moins livré aux sociétés de distribution capitalistes qui font la loi sur les marchés de gros.

Récemment, par exemple, les grossistes de l'alimentation ont vendu fruits et légumes à des prix exorbitants. Qu'ont fait Barre et ses contrôleurs ? Rien ! Et les petits commerçants ont subi.

Demain, les mêmes grossistes, si les récoltes sont abondantes, peuvent aussi bien refuser de transporter pour ne pas voir leurs marges réduites, laissant détruire des milliers de tonnes de

fruits ou de légumes. Mais ceux qui contrôlent la distribution, ceux qui ruinent le petit commerce, ce sont les mêmes banques, les mêmes grosses sociétés qui licencient et bloquent les salaires des travailleurs. C'est contre ceux-là qu'il faut diriger les coups, contre ceux-là et contre leur Etat parasite.

« Nous ne voulons pas mourir » disent de nombreux petits commerçants lorsqu'ils se mettent en colère. Car les revendications de petits commerçants se résument en fait à une seule : pouvoir vivre du travail qu'ils fournissent et dont ils estiment à juste titre qu'il est économiquement et socialement utile.

Les travailleurs n'ont pas intérêt à voir les petits commerçants ruinés. Pas plus que les petits commerçants n'ont intérêt à voir croître le chômage et la misère des foyers ouvriers.

Et c'est aux travailleurs et à leurs organisations de soutenir les commerçants lorsqu'ils affrontent l'Etat ou les grosses sociétés de distribution. De leur montrer qu'eux aussi sont résolus, et efficaces. De leur proposer un programme qui leur montre la seule issue possible. Les travailleurs peuvent démontrer dans l'action que, sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries clés, des transports, sous contrôle des travailleurs, il n'est pas possible d'aider réellement le paysan, l'artisan ou le petit commerçant.

Et c'est en se rangeant aux côtés des commerçants en lutte, pour organiser ensemble un véritable contrôle des prix, une riposte commune aux attaques du gouvernement, que les travailleurs gagneront la confiance des petits commerçants.

Le petit commerce non sédentaire

Les marchés représentent une part non négligeable des ventes au détail : 3,5 %. On y achète 21 % des fruits et légumes et près de 20 % des poissons et des volailles.

Il y a en France 3 977 marchés répartis dans 2 015 communes. Et cette forme de commerce est fréquentée par une clientèle essentiellement populaire. A Paris, par exemple, la plupart des marchés sont localisés dans les quartiers ouvriers.

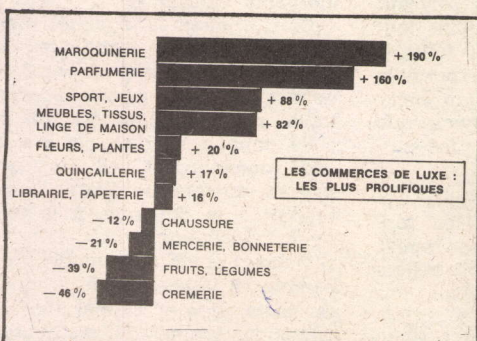
Une autre forme de commerce s'est développée dans les campagnes : les tournées. Avec une camionnette de livraison, un commerçant passe dans les villages voisins.

Ce phénomène est apparu aussi dans les villes. Comme pour les marchés, c'est le détaillant qui va vers les clients. C'est lui qui se déplace.

Les transformations dans le commerce de détail

Ce graphique indique, pour chaque branche, la progression ou la régression en pourcentage du nombre total des commerces entre 1963 et 1972. Il fait apparaître l'essor des commerces de luxe et le net recul du petit commerce traditionnel.

(Extrait du Monde, Dossiers et documents, n° 31.)



Notre prochain dossier :

Les démocraties populaires à l'heure de la contestation.

dossier

LES PETITS COMMERÇANTS

VICTIMES DE L'EXPLOITATION

LES PETITS COMMERÇANTS : des privilégiés ?

Même lorsqu'il ne parvient pas à s'en sortir, le petit commerçant s'accroche à sa boutique, souvent jusqu'à la faillite. Il se refuse à abandonner pour une bouchée de pain ce qui représente toute sa fortune et aussi... l'aspiration à une certaine réussite sociale : la perspective du salariat lui apparaît comme une déchéance.

Ne voulant pas voir au-delà de sa vitrine, il ne comprend pas les causes de ses difficultés. C'est pourquoi, souvent, les revendications des petits commerçants traduisent un désir, bien illusoire, de revenir en arrière.

Cette manière de voir se retrouve dans toutes les catégories de commerçants, mais c'est à

peu près tout ce qu'ils ont en commun.

Car les conditions de vie de la grande majorité des commerçants qui sont en bas de l'échelle n'ont rien à voir avec celles des commerçants aisés qui, par le haut, touchent à la bourgeoisie et s'en sentent proches. Il y a un monde entre les commerces de luxe des beaux quartiers, les commerçants qui, ayant fait fortune, font travailler des gérants et des salariés, et ceux qui n'exploitent personne et ont des revenus comparables à ceux des ouvriers, parfois inférieurs. Ceux-ci travaillent dur — souvent quatorze heures par jour et six jours par semaine — et gagnent mal leur vie. En 1971, un tiers des petits commerçants gagnaient moins de

1.100 F par mois.

Ce qui distingue les petits commerçants des gros, ce n'est pas la surface de vente. Car il existe des petites boutiques de luxe. Par contre, le genre de commerce et le lieu d'implantation sont significatifs. C'est dans les quartiers ouvriers que l'on trouve la plupart des petits commerçants qui ont, avec les travailleurs, des intérêts communs évidents, puisque leurs revenus dépendent de leurs clients. Ces petits commerçants que leurs conditions de vie rapprochent des travailleurs ont aussi les mêmes adversaires : les capitalistes et l'Etat.

Contre leurs ennemis communs, ils doivent se sentir solidaires et refuser de se laisser dresser les uns contre les autres.



Des conditions de vie et de travail proches de celles de la classe ouvrière.

Leurs conditions de travail

● La journée de travail d'un couple de petits épiciers

« Notre journée de travail ? On se lève à six heures, puis on commence à mettre tout en ordre, à rentrer les produits laitiers que le laitier laisse tôt dans le couloir, pour ouvrir le magasin vers 7 h 30. Après, on n'arrête pas de courir jusqu'à 12 h 30-12 h 45, cela dépend des périodes de l'année. Ensuite on ouvre à 15 heures. Et cela recommence jusqu'à 20 heures. Si je voulais, il y a tout un dossier de paperasses, de factures à classer, à remettre en ordre, à refaire des prix nouveaux (car dans une période

d'instabilité comme celle-là, cela n'est jamais fini, on ne sait jamais où on en est) jusqu'à 22 heures. Mais, auparavant, le marché d'approvisionnement en produits frais était le matin à 5 heures, je devais donc me lever à 4 h 30... J'ai fait, pendant au moins quinze ans, près de 90 heures de travail par semaine. Mais maintenant, comme je ne suis plus capable de le faire, j'ai été obligé de ralentir. Et le marché de gros est maintenant, pendant huit mois de l'année, le soir. Pendant cette période-là, cela permet d'avoir un travail un peu plus normal... tout en l'étant à peine ! 90 heures par semaine... un métier de dingue !

Sa femme : Oui, on faisait quinze heures par jour avec mon mari, chacun ! Et cela multiplié

par six jours, avec, en plus, le dimanche matin ».

● une blanchisserie-teinturerie

« Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans votre travail ?

— Depuis trois mois, c'est beaucoup plus calme, surtout depuis le 15 janvier. Auparavant, je n'avais pas spécialement de problèmes. Depuis trois ans on naviguait à peu près toujours au même niveau. Mais cette année, notre chiffre d'affaires a baissé d'un tiers par rapport à l'année dernière. Actuellement, il y a le chômage et la baisse du pouvoir d'achat qui se répercutent sur les

commerçants. D'autant plus dans notre métier : les gens vont d'abord acheter leur alimentation et se restreignent sur le reste. »

● Dans un bureau de tabac-bazar

« Nous travaillons de 6 heures du matin à 8 heures du soir. Nous avons une journée de fermeture par semaine. Ce qui fait 70 à 72 heures de travail.

— Vos revenus sont en proportion ?

— Non, on n'a pas le SMIC. C'est plus agréable que de travailler chez les autres, mais ça paye moins ».

● Un marchand de journaux et papeterie

« Nous travaillons de 6 heures du matin à 8 heures du soir, tous les jours, sauf le dimanche après-midi.

Il y a du travail de préparation, mais ce n'est pas comme dans l'alimentation où on était avant. Le désagrément, c'est qu'on est tenu par les clients. On n'a pas beaucoup de vacances. Mais on n'est pas à la merci d'un patron, et j'aime bien le commerce.

Si on prend en considération les heures qu'on passe, c'est sûr qu'on n'est pas payés en proportion avec d'autres métiers ».

Les différentes formes de distribution : où est le progrès ?

Il est de bon ton dans les milieux de gauche ou d'extrême-gauche, de présenter la disparition progressive des petits détaillants au profit des grandes surfaces comme un progrès.

Certes, l'apparition des grandes surfaces a amené une certaine rationalisation de la distribution.

Mais au profit de qui ? De la population ? Ou des capitalistes ? Le progrès technique ne constitue réellement un progrès que s'il permet une meilleure satisfaction des besoins des hommes. Et ce n'est évidemment pas le cas des supermarchés, véritables usines à vendre le maximum de marchandises dans le minimum de temps afin de réaliser le meilleur profit possible. Ne serait-ce que sur un plan strictement économique, l'existence de dizaines de milliers de petites boutiques est vitale.

Les capitalistes y trouvent d'ailleurs leur compte car, sans le petit commerce, comment les produits qu'ils fabriquent seraient-

ils mis à la disposition des clients, près de leur domicile ? Si les industriels devaient en assurer eux-mêmes la vente, cela les obligerait à investir dans un secteur où le taux de profit est nettement inférieur à celui réalisé dans les branches industrielles et... les grands centres commerciaux. Ils préfèrent donc laisser les petits commerçants investir leur propre capital, ce qu'ils font parfois à perte, car ils fournissent, en acheminant les produits dans tous les quartiers et dans les campagnes, un service que ne rendent pas les grandes surfaces.

Car si les prix sont plus bas dans les supermarchés, les consommateurs paient cette remise d'un déplacement quasi obligatoire, le plus souvent dans des quartiers périphériques.

Tant pis pour ceux qui n'ont pas de voiture ! Tant pis pour les personnes âgées qui ne peuvent se déplacer !

En outre, si la plupart des supermarchés ont généralisé la



Les grandes surfaces : rançon du progrès technique ou conséquence de la course au profit ?

pratique des « nocturnes », on ne peut faire ses courses tôt le matin que dans les petites boutiques qui restent d'ailleurs souvent, dans certains quartiers, l'unique lieu de rencontre et d'animation sociale.

Le symbole d'une ville ou d'une région « morte », n'est-il pas de voir tous les rideaux des commerçants baissés ?

Certes, dans la société socialiste, les progrès techniques seront tels qu'ils permettront à un homme de ne plus être assujéti toute sa vie à une fonction sociale donnée, et cela est vrai du petit commerçant et du petit paysan comme de l'ouvrier, par rapport à la boutique, à la terre ou à la machine.

Cette transformation de l'ensemble de la vie sociale entraînera sans doute l'apparition de nouvelles formes de distribution. Mais en l'état actuel, le petit commerce continue à jouer un rôle économique et social indispensable, qu'aucune forme de distribution n'est venue remplacer.

CE QU'ILS EN PENSENT :

● Dans un quartier populaire

Dans un quartier populaire de Vierzon, nous avons interrogé un couple de personnes âgées et un petit commerçant qui a dû fermer boutique au début de l'année.

Le couple de personnes âgées

Lui : « On regrette d'abord qu'il n'y ait pas plus de petits commerçants dans le quartier. Les jeunes, les gens qui ont une voiture, ils peuvent aller à Rond-Point pour la semaine. Mais nous, nous ne pouvons pas, nous n'avons pas de voiture. C'est ma femme qui est obligée d'aller jusqu'en ville pour faire les courses, et surtout le marché le samedi matin.

— Vous connaissez des petits commerçants qui ont des difficultés ?

Elle : Tenez, il y a la boucherie tout près d'ici. Ils ont fermé au début de l'année. Ils ne pouvaient sans doute plus y arriver. On peut dire que ça a fait un vide dans le quartier. On allait facilement bavarder là-bas et Mme M. rendait souvent service. Elle prenait du pain pour beaucoup de monde par exemple.

Lui : Les courses, pour nous, les vieux, ce n'est pas seulement acheter, c'est aussi souvent pour nous une des seules occasions de voir des gens, de bavarder ».

LE PETIT COMMERÇANT :

« Il y avait six épiceries, il n'y en a plus. Il y avait quatre cafés, il n'en reste plus qu'un. Deux artisans coiffeurs : disparus. Il y avait un dépôt de pain, il a fermé. Il y avait aussi trois couturières, des artisanes, elles ont disparu. La boucherie a fermé fin 1976. Le marchand de vélos en gros, qui avait un commis, fermé aussi. Il ne reste en tout et pour tout qu'un café. Il s'est monté deux confections, mais c'est déjà des usines ».

● Une boulangerie de Tours

« Dans ce quartier, il y a au moins une quinzaine de petits commerces qui se sont fermés. Les gens sont tous partis habiter dans les zones industrielles : Tours 02.

Il y a des quartiers entièrement morts à Tours par la disparition du petit commerce ».

ION ETRANGLES PAR LA CONCURRENCE

LES FAUTEURS DE VIE CHÈRE NE SONT PAS DANS LES BOUTIQUES

S'il ne fait aucun doute que certains commerçants donnent un coup de pouce à leurs prix, en réalité, les détaillants ne sont absolument pas maîtres de leurs prix, et les « petits » encore moins que les autres. Ils sont directement dépendants des tarifs fixés par les capitalistes de la distribution.

A plusieurs reprises, au cours des quinze dernières années, le gouvernement a bloqué les marges bénéficiaires des petits commerçants. Mais on ne l'a pas vu, par contre, s'en prendre à celles des industriels et des grossistes, ni renoncer aux augmentations régulières des tarifs des services publics.

C'est pourtant de ce côté-là qu'il faut chercher les vraies raisons de la hausse des prix. Pas dans les boutiques !

UN QUINCAILLER A PARIS

« Comment fixez-vous les prix de vos marchandises ? »

— J'applique un multiplicateur au prix d'achat, variable avec l'objet vendu. C'est comme ça que je fixe ma marge.

— Vous n'avez pas de prix conseillé par le fabricant ?

— Si. Mais moi, avec leur marge, je ne gagnerais pas ma vie.

— Tous les objets sont vendus selon ce principe ?

— Certains sont vendus à prix fixés, on dit qu'ils sont « taxés » : par exemple les ampoules électriques, les piles, le gaz. En gros, ce sont tous les objets qui rentrent dans l'indice des prix et qui sont contrôlés plus particulièrement.

— Et qu'en est-il du blocage des prix ?

— En 1976, les prix ont été bloqués et un inspecteur est venu voir si nous n'avions pas augmenté. Maintenant, sur les trois premiers mois de 1977, c'est limité à 7 %. Mais de toute façon notre marge est bloquée globalement : elle doit être constante sur la totalité du chiffre d'affaires d'une année sur l'autre.

— Et les fournisseurs ? Leurs prix sont bloqués ?

— Eux, ils ont une programmation d'augmentation sur l'année, en accord avec l'administration. Mais ils peuvent changer la nature de l'article qu'ils vendent en modifiant un détail et faire alors un nouveau prix. Par exemple, sur ces perceuses, ils ont modifié le diamètre du mandrin et fixé un nouveau prix.

Un boucher-charcutier de Vierzon

« Les grossistes ont des acheteurs sur les marchés régionaux. Par exemple Franville, dans la région. C'est une société agricole, mais elle fournit les supermarchés. Quand un boucher, au bout de trois ou quatre factures, ne paie pas, elle ne l'approvisionne plus. Alors qu'aux supermarchés, elle laisse le temps qu'il faut pour régler leurs factures. Nous, c'est payé comptant. Moi, j'étais leur premier client quand ils se sont installés sur la ville... J'ai eu des difficultés : pas de pognon, pas de viande. Ou alors, il faut aller chez Klein, un autre grossiste. C'est échanger un cheval borgne contre un aveugle. »

Un petit épicier

« Les marges bénéficiaires, dans l'alimentation, c'est réduit. Le comptable nous trouve 17 % brut. Ce qui fait de 8 à 10 % tous frais payés. Ces dernières années, je comptais de 3 à 3,5 millions de frais par an. Mais maintenant, avec le loyer qu'on a, les charges, les retraites et tout, je suis sûr qu'on a 5 millions de frais à donner par an. Nous, qui faisons le boulot, on a de 8 à 10 %. Et le gouvernement, qui ne voit que les papiers du comptable, il a 17 %. On a une meilleure marge sur les fruits, les légumes, les conserves... Mais pour le lait, c'est trois centimes par litre, comme il y a vingt ans ! »

IMPOTS :

qui fraude ?

Les commerçants qui ont fait un chiffre d'affaires annuel supérieur à 500 000 F sont imposés au « réel », c'est-à-dire sur leur chiffre d'affaires effectif. Mais la plupart des détaillants « bénéficient » du régime du « forfait ».

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce système ne permet pas de frauder, car les forfaits des petits commerçants sont surévalués.

D'ailleurs, si certains petits commerçants fraudent, qu'est-ce que cela représente à côté de la fraude légale et illégale des Dassault, Rhône-Poulenc ou Usinor ?

Le vrai problème, c'est de faire payer ces gens-là, pour que « l'impôt ne saigne plus le malheureux », qu'il soit travailleur salarié ou indépendant.

Interview d'un couple de petits épiciers

« Les forfaits sont basés sur le chiffre d'affaires réalisé l'année passée et sur les factures de l'année. Par exemple, si vous avez acheté pour 10 millions de marchandises et qu'ils comptent 20 % de bénéfice, vous devez avoir fait 12 millions. Que vous les ayez faits ou pas, c'est pareil : vous devez déclarer 12 millions. Alors, dans des commerces comme le nôtre où il y a des marchandises périssables, c'est injuste. Parce que, d'après les factures, vous avez bien acheté pour tant de marchandises, donc vous devez avoir fait tant de bénéfices. Mais si la marchandise est mauvaise, ou si on laisse perdre des légumes ? »

C'est simple, sur le « salaire » qui nous reste, à tous les deux, il y en a un des deux qui sert uniquement à payer tout, les impôts, les charges, etc. »

Interview d'un agent du fisc

« Il est sûr qu'une société qui a des filiales un peu partout a de bien autres moyens de fraude que le petit commerçant du coin. Une entreprise de cette nature ne fera pas de ventes sans factures, mais elle aura des commissions occultes, des redevances pour brevets fictifs en Suisse, au Liechtenstein ou au Luxembourg, etc. Le petit commerçant essaiera d'aller acheter ses bouteilles de pâtes au Prisunic pour les revendre ensuite dans son bistro sans les enregistrer. C'est à une tout autre échelle ».



LA LOI ROYER :

BEAUCOUP DE DÉMAGOGIE MAIS AUSSI DES AVANTAGES OBTENUS GRÂCE À LA LUTTE

L'explosion de colère des petits commerçants en 1969-1970 a attiré l'attention de l'opinion publique sur leurs problèmes et a contraint le gouvernement à revenir sur certaines mesures déjà prises ou en projet, d'autant plus sans doute qu'il a senti le risque de perdre son influence électorale au sein de couches qui lui étaient traditionnellement favorables.

La loi Royer, votée fin 1973, si elle ne règle pas tous les problèmes des petits commerçants, comme en témoignent ceux que nous avons interrogés, leur accorde cependant certains avantages non négligeables.

Mais cela, les petits commerçants le doivent avant tout à leurs luttes.

TVA : percepteurs malgré eux

Dès le mois d'octobre 1969, les commerçants ont obtenu que le nombre de taux soit réduit. Mais la collecte de la TVA se traduit toujours pour les petits commerçants par des heures de travail bénévole et de calculs fastidieux en dehors des heures d'ouverture, voire même par des dépenses supplémentaires, car ils sont nombreux à faire appel — à leur frais bien sûr — à un comptable pour faire ce travail.

Ainsi, ce petit commerçant raconte

« Je fais le travail du percepteur, je demande la TVA aux clients et je la reverse au percepteur. Cela me fait deux fois plus de paperasses et deux fois plus de temps perdu. »

De plus, ils viennent de trouver tout récemment un nouveau moyen de nous compliquer l'existence : il faut chaque soir faire ressortir le montant total des chèques de la recette journalière (sous peine d'amende). Cela veut dire qu'il faudrait presque avoir un comptable derrière soi toute la journée ! Chaque soir je reste à la boutique pour faire les comptes pendant une heure au moins : cela accroît drôlement la journée de travail ».

Les régimes de Sécurité sociale et de retraite

En 1970, la raison principale de la mobilisation des petits commerçants fut le nouveau régime d'assurance-maladie obligatoire, qui prévoyait des taux de remboursement nettement inférieurs à ceux des autres régimes. Seulement une vingtaine de maladies graves étaient « couvertes » et le « petit risque » — les maladies bénignes telles la grippe ou le rhume — ne l'étaient pas du tout.

Le gouvernement envisageait également de faire cotiser les retraités aux caisses d'assurance-maladie, ce qui n'était le cas d'aucun autre régime.

Depuis, ce projet a été abandonné et une amélioration sensible des prestations a été accordée.

Par contre, si le gouvernement a reconnu le principe de l'égalité de régime entre salariés et non-salariés, cela n'est toujours pas appliqué dans la pratique.

La patente remplacée par la taxe professionnelle

Entre 1958 et 1968, la patente, impôt local perçu au bénéfice des communes et des départe-



Jean Royer

ments, avait augmenté de 325,5 %, contre dans le même temps 102,5 % pour l'impôt sur les sociétés.

Selon les communes, le taux de calcul pouvait varier de 1 à 30, ce qui était ressenti comme une injustice criante.

Avec la « taxe professionnelle » mise en place par la loi Royer, la somme totale perçue par les communes n'a pas changé, mais la part supportée par le petit commerce a diminué — d'après le journal patronal *L'usine nouvelle*, 39 % des commerçants de détail ont vu leur patente réduite d'au moins 75 % — et ce sont les petites entreprises industrielles qui ont davantage été mises à contribution.

Ce qui n'est finalement qu'un juste retour des choses.

Un boucher raconte

« Pour la patente, on a obtenu satisfaction. On a fait grève, avec le CID-UNATI, depuis 1972. Pour moi, elle est passée de 204 000 AF à 25 000 AF, grâce à la grève de l'impôt. »

Les grandes entreprises ont obtenu en quelques jours qu'à la session parlementaire, en avril, on revote cette taxe. Nous, il a fallu qu'on se batte pour obtenir qu'ils nous la réduisent.

C'est un impôt réparti sur toutes les entreprises. S'ils en paient moins, c'est nous qui paierons ».

dossier

LES PETITS
COMMERÇANTS

LES ORGANISATIONS

DE PETITS COMMERÇANTS

—Le mouvement Poujade :— de la revendication corporatiste... à l'action politique



Pierre Poujade en 1955

En juillet 1953, à Saint-Céré dans le Lot, les petits commerçants s'opposèrent avec succès à un contrôle fiscal. L'exemple faisant rapidement tache d'huile, l'UDCA (Union de défense des commerçants et artisans) était lancée. Et toute l'année 1954, des incidents violents eurent lieu avec les forces de l'ordre.

Ce développement rapide du mouvement poujadiste est lié à un profond mécontentement des petits commerçants et artisans. Après la période faste que la petite bourgeoisie avait connue au lendemain de la guerre, dans les années 1950 les petits commerçants ne peuvent plus maintenir leurs bénéfices. En 1954, 3.000 fonds de commerce disparaissent dans le seul Midi de la France.

Ces « tondus », comme ils se nommaient eux-mêmes, prêts à la révolte, se retrouvaient en plus grand, en plus décidé, en plus énergique en la personne de Poujade.

Le mouvement Poujade, dès la fin 1953, se tourna égale-

ment vers l'action légale, en présentant des candidats aux élections professionnelles.

D'autre part, le mouvement Poujade s'implanta parmi les paysans, surtout chez les viticulteurs du Midi, où la propagande pour le « vin français » trouvait de larges échos, et partit à l'assaut des villes en y organisant des manifestations de ses adhérents ruraux.

Le 24 janvier 1955, près de 200.000 personnes montaient à Paris pour une grande manifestation.

En fait, depuis le début de l'année 1955, l'UDCA était sortie du cadre strictement revendicatif et professionnel.

Accueillant des hommes d'extrême-droite comme Le Pen, elle se donna des structures de parti et publia un hebdomadaire, *Fraternité Française*.

A la suite de la dissolution de la Chambre des députés, des candidats se présentèrent sous l'étiquette « Union et fraternité française » aux élections législatives de janvier 1956,

axant leur campagne sur le slogan « Sortez les sortants ! », tandis que des commandos allaient troubler et interrompre les meetings socialistes et radicaux. Recueillant 2.500.000 voix, le mouvement Poujade obtenait 52 sièges de députés... qui prirent rapidement goût à la « soupe » parlementaire.

La situation économique des petits commerçants se stabilisant quelque peu, l'année 1956 marque aussi le déclin du mouvement, qui s'effrite à la base et subit un échec aux élections municipales d'avril, avant de disparaître de la scène politique et économique aussi rapidement qu'il était venu.

Avec ses 400.000 adhérents, son implantation sociale et son audience populaire, le mouvement Poujade a représenté l'une des plus sérieuses tentatives d'organiser en France un mouvement de masse fasciste. Mais si le mécontentement des petits commerçants fut grand, il ne fut pas suffisamment profond pour permettre la transformation d'une partie notable de l'UDCA en troupes de choc fascistes.

—Le CID-UNATI :— de la lutte contre l'État et sa police à la participation aux Chambres de commerce



Gérard Nicoud

1969-1970, c'est l'époque de la grande colère des petits commerçants. La « majorité silencieuse » de Mai 68 descendait dans la rue, cassait des vitrines — mais celles des grands magasins ou des perceptions, cette fois — et s'opposait même violemment à la police comme à Grenoble en mai 1970.

Pourquoi cette soudaine révolte des petits boutiquiers ? Aux problèmes traditionnels, impôts écrasants, concurrence des grandes surfaces, venaient s'ajouter, depuis 1968, la généralisation de la TVA au commerce de détail, qui faisait des petits commerçants des collecteurs d'impôts et les astreignait à une fastidieuse comptabilité et également le nouveau régime de l'assurance-maladie, qui condamne artisans,

commerçants et professions libérales à payer des cotisations plus élevées que du temps des mutuelles, pour des prestations moindres.

Le 8 décembre 1968, Nicoud tient une réunion d'information sur l'assurance-maladie, à la Bâtie-Montgascon dans l'Isère. Tous les commerçants de la région sont là et durant l'hiver se tiennent 80 réunions du même genre. En février 1969, le CID (Comité d'Information et de défense des Commerçants, Artisans et professions libérales) est créé et va connaître rapidement une large audience.

Les revendications (suppression de la patente, réforme du régime de l'assurance-maladie et des retraites, lutte contre les contrôles fiscaux) et surtout aussi un langage radical et des actions de commando mobili-

sent ceux que leur situation désespérée amène à penser qu'ils n'ont plus rien à perdre à la lutte, même violente. Ces actions se multiplient. En avril 1969, l'« opération feu-follet » fait connaître le mouvement dans toute la France : un groupe de volontaires investit la Tour-du-Pin, dans l'Isère, ferme la ville, dévie la circulation, coupe le téléphone, met à sac l'immeuble des Contributions où quatre tonnes de documents sont saisis. Le 11 avril, Nicoud est arrêté et écroué, mais on est à la veille du référendum sur la régionalisation : il est libéré.

Dès la mi-juin, les contrôles fiscaux reprennent et avec eux la mobilisation des commerçants qui réussissent à empêcher les contrôles. Les opérations continuent : rapt du président d'une

Caisse d'assurance-maladie et de deux inspecteurs des Revenus Généraux, appel à la grève de l'impôt, barrage des routes lors de l'opération « poison d'avril » en 1970. Au cours de cette dernière opération, des dizaines de manifestants sont arrêtés et jugés en flagrant délit et Nicoud, déjà condamné avec sursis (pour avoir déclaré : « Si on ne relâche pas nos camarades, aucun ministre ne sera plus en sécurité »), passera huit mois en prison.

Aujourd'hui, la plupart des militants du CID-UNATI se sont lancés dans la conquête des sièges aux Chambres de commerce et aux Caisses d'assurance-maladie, où leur succès n'est d'ailleurs pas négligeable.

Mais cela ne préjuge pas de son évolution future.

Cette évolution dépendra sans

doute de la situation économique générale, et de celle des petits commerçants en particulier. Elle dépendra aussi de l'évolution personnelle des dirigeants de cette organisation, de Nicoud particulièrement.

Ce dernier passera-t-il de la défense des intérêts corporatistes d'une catégorie sociale à une politique de droite, voire d'extrême-droite, à l'instar de son prédécesseur Poujade ?

Nous n'en savons rien. Mais de toute façon, le vrai problème n'est pas là. Il est de savoir si, dans le cas où leur leader suivrait une telle évolution, ses troupes le suivraient ou pas dans la même voie.

C'est cela qui est déterminant. Et à cet égard, c'est l'attitude du mouvement ouvrier vis-à-vis du mouvement des petits commerçants qui est décisive.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES ORGANISATIONS DE PETITS COMMERÇANTS ?

L'UDCA comme le CID-UNATI ont la même origine : la colère du petit boutiquier qui se sent pris à la gorge par un État qui l'écrase d'impôts et l'accule à la faillite.

Poujade et Nicoud, parce qu'ils étaient eux-mêmes des petits commerçants et se montrèrent capables de tenir un langage radical et de payer de leur personne dans l'action directe, donnèrent une expression organisée à ce mécontentement.

Ces organisations ont cependant connu des évolutions différentes.

L'UDCA devint un mouvement politique d'extrême-droite, ce qui n'est pas le cas du CID-UNATI qui illustre pourtant d'une autre manière le manque de perspectives qui caractérise ce type de mouvement. Le CID-UNATI a certes mené une lutte souvent radicale contre certaines mesures gouvernementales, mais sans s'attaquer à l'État ni au système. Il combat les effets d'une politique, mais il ne remet pas

en question la logique du système qui l'inspire.

C'est un mouvement corporatiste et, comme tel, la politique qu'il mène est limitée, ambiguë.

L'ambiguïté de cette politique s'explique par la situation sociale qui est celle des petits commerçants. Attachés psychologiquement et moralement autant que matériellement à la possession de leur boutique, ils engagent la lutte pour conserver ce petit avoir, sans comprendre que c'est le système de la propriété privée qui provoque leur ruine.

Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, tandis que les petits commerçants ont, eux, l'impression qu'en s'attaquant à ceux qui gouvernent l'économie et possèdent tout, ils s'attaquent en même temps à leur propre propriété.

C'est pourquoi les organisations qu'ils se donnent ne peuvent par elles-mêmes dépasser le cadre de la défense de leurs intérêts propres, ni mettre en cause le système capitaliste lui-même.

dossier

LES PETITS
COMMERÇANTS

LA POLITIQUE

DE LA GAUCHE

La gauche au gouvernement : s'attaquer à la petite-bourgeoisie, mais gérer les affaires de la bourgeoisie

La gauche au gouvernement a toujours pris pour les petits commerçants le même visage que la droite : celui de l'inspecteur des impôts et du contrôleur des prix.

En 1945-1947, dans sa lutte pour la stabilisation des prix, l'Etat disposait de 10 000 agents qualifiés et la gauche au pouvoir mobilisa même ses militants ouvriers pour aider à surveiller les étiquettes.

La gauche, qui imposait alors le blocage des salaires aux travailleurs, se refusait à prendre la moindre mesure pour imposer le blocage des prix aux capitalistes. Elle essaya de faire patienter les ouvriers en les dressant contre les petits commerçants, désignés comme responsables des hausses. Les dirigeants socialistes s'illustrèrent tout particulièrement dans cette politique. De Ramadier déclarant en février 1947 : « Nous avons décidé d'exiger la baisse, même quand le commerçant, même quand le producteur devra subir une perte », à Jules Moch réclamant en novembre 1947 l'affichage des prix d'achat sur les étiquettes des détaillants.

La SFIO reprendra la même politique en 1955, en imposant une marge bénéficiaire fixe aux détaillants en fruits et légumes.

En s'attaquant ainsi aux classes moyennes, la gauche détourne la colère des travailleurs et permet à la bourgeoisie de perfectionner, par l'intermédiaire de l'Etat, son racket sur la petite bourgeoisie et elle dresse l'ensemble des couches moyen-

nes contre les travailleurs. Le petit commerçant qui voit ses impôts s'accroître, les contrôles tracassiers se multiplier, a l'impression que, si ses revendications ne sont pas satisfaites, c'est qu'il est sacrifié par le gouvernement de gauche au profit des ouvriers. Car si les travailleurs sont bien placés pour se rendre compte que, lorsque la gauche parle d'améliorer leur sort, il ne s'agit que de discours, les petits commerçants, eux, prennent pour argent comptant les promesses démagogiques en faveur des ouvriers. Confrontant ces promesses à leur propre sort, ils se sentent grugés.

Au Chili, les difficultés qu'a connues le gouvernement d'Allende avec certaines catégories de la petite bourgeoisie, en particulier les camionneurs, illustrent tragiquement comment une politique dirigée contre les classes moyennes et enrobée d'une phraséologie socialiste a contribué à isoler et à démoraliser les travailleurs.

En fait, la démagogie de la gauche contre les commerçants et les petits producteurs est le pendant de son refus de s'attaquer à la bourgeoisie.

La seule solution pour améliorer le sort commun des travailleurs et des petits commerçants serait de s'en prendre directement au grand capital. Mais pour cela, on ne peut compter sur les partis de gauche, dont le rôle au gouvernement a toujours consisté à user de leur crédit au sein des couches laborieuses pour leur préparer la soumission.

Quand les ministres de gauche appelaient les travailleurs à contrôler les prix

Voici ce que nous a déclaré un ancien militant du Parti Communiste :

« C'était au moment où Thorez était vice-président du Conseil et Ambroise Croizat, ministre du Travail.

J'étais tourneur à la Précision Moderne à Vierzon, délégué CGT au CE et membre du comité de section du PC.

Dans la boîte, il y avait des équipes, par exemple pour réparer les wagons de la SNCF. La direction, avec le CE, faisait un planning avec affichage des meilleures équipes. Moi par exemple, je passais dans l'équipe dire : « On est troisième, la semaine prochaine, il faut qu'on soit les premiers. » C'était la période du « Retrouvez vos manches, et ça ira mieux ! »

— Bon et vis-à-vis des petits commerçants ?

— Ah, il y avait une forte hausse des prix. Les leaders nationaux ont demandé qu'on contrôle les prix. Sur l'entreprise, on s'est réuni pour faire une commission de contrôle des prix. On a nommé des gars pour y participer. J'étais dans le lot. Il y avait dix gars de la CGT avec un agent du contrôle des prix. C'était lui qui dressait les procès-verbaux. Dans les brigades, il n'y avait pas de représentants des petits commerçants.

— Ça se passait comment ?

— Le samedi, il y avait un rendez-vous place du Marché. On était donc une dizaine avec le contrôleur des prix. Alors on allait contrôler les factures, les prix affichés. On contrôlait certains bouchers, des maraîchers. Ce qu'on a fait de mieux, c'était de contrôler les « Dames de France », qui était un peu le gros magasin de l'époque dans la ville. Il était d'ailleurs en infraction sur son livre de comptes.

— Et alors ?

— Le gars du contrôle faisait un procès-verbal et il revenait seul le lendemain. Nous, on a appris plus tard qu'il s'arrangeait avec la majorité des com-



Quand Thorez, sous couvert de lutte contre la hausse des prix, appelait les travailleurs à combattre... les petits commerçants. (Roger Viollet)

merçants en leur disant : « C'est la CGT qui veut vous contrôler, mais je déchire le PV ». En fait, c'était une sacrée farce.

— Mais les commerçants, comment vous accueilliez-ils ?

— Ils hurlaient tous contre nous. Quand on était sur la place, les maraîchers nous disaient : « On a fait pousser des salades, des patates. On gagne notre vie comme vous. Allez emmerder les gars qui font des bénéfices ». Souvent, ils refusaient que le PV soit dressé. Alors on appelait le flic du coin.

On était quand même gêné devant eux. On voulait aller au centre-ville pour aller dans les magasins les plus riches. Mais le contrôleur disait : « Non, il y en a par-là qu'il faut contrôler ». Et on allait vers les quartiers ouvriers, chez des petits bouchers, des maraîchers...

— Et dans l'entreprise, qu'en pensaient les ouvriers ?

— Nous, on leur disait : « On a coincé un tel, tu sais, le petit gros. Et puis tel autre, il frau-

de... ». On avait l'impression de contrôler. Les ouvriers en voulaient aux petits commerçants. Les petits commerçants se montaient contre nous, pendant que le gars du contrôle des prix allait s'arranger avec eux pour déchirer les PV et dire du mal des ouvriers.

Cette histoire de contrôle des prix, ça divisait et ça donnait l'impression aux gars qui le faisaient qu'ils contrôlaient quelque chose.

— Mais ça duré longtemps ?

— Non. Deux mois. J'y suis allé chaque samedi pendant deux mois. Puis, petit à petit, il y en a qui ne sont plus venus. On a appris que le gars du contrôle passait par derrière. Alors, ça s'est arrêté.

Mais enfin, ça montre bien comment les syndicats peuvent tromper quand ils parlent de contrôle des prix. A cette époque-là, il était aussi question d'ouvrir les livres de comptes des gros. Mais on n'en a jamais vu la couleur. »

LA POLITIQUE DES RÉFORMISTES : faire endosser aux petits commerçants la responsabilité de la politique de l'Etat

En novembre dernier, lorsque Nicoud annonça la création de brigades anti-fisc, Force Ouvrière demanda au gouvernement la dissolution du CID-UNATI.

Déjà au moment de la grève de détaillants de 1973, FO, qui patronnait un Comité de défense des consommateurs pour soi-disant lutter contre la hausse des prix, réclamait au gouvernement « qu'il fasse preuve de fermeté ».

C'est la politique tradition-

nelle de la social-démocratie — dans l'opposition comme au gouvernement — que de rendre responsable le petit boutiquier de la vie chère pour éviter de désigner les vrais responsables : les capitalistes et leur Etat.

Fidèle à cette tradition, le PSU n'hésite pas à l'occasion, lui non plus, à accuser le petit commerçant. Ainsi en 1973 Tribune Socialiste écrivait :

« Ceux qui lèvent l'étendard de la révolte contre le capita-

lisme moderne et pour la défense du capitalisme archaïque en voie de disparition ont-ils quelque chose à faire dans le camp de ceux qui se battent pour l'édification d'une société socialiste ? Nous ne le pensons pas ».

Pour sa part, la CFDT a organisé voici quelques années une manifestation dans l'Orne en faveur de l'ouverture d'un supermarché, à laquelle s'opposaient les petits commerçants. Et en 1973 également, au lendemain

de la grève des commerçants, on pouvait lire dans un tract CFDT de la métallurgie :

« Qu'à cela ne tienne : les commerçants se mettent en grève. Tout comme un travailleur, qu'ils ont pourtant beaucoup plus souvent critiqué que soutenu. Et cela pourquoi ? Pour défendre leur marge bénéficiaire, leur profit... comme n'importe quel patron. Et le gouvernement, si prompt à envoyer les CRS à Lip ou ailleurs, là, laisse faire : ce sont des électeurs plutôt

UDR d'habitude, pas comme les ouvriers ».

En menant une telle politique, les organisations réformistes font écho aux préjugés anti-petits commerçants qui règnent dans la classe ouvrière et... dans certains milieux gauchistes. Mais c'est une ficelle qui masque bien peu leur refus de s'attaquer réellement, et non en paroles, aux véritables responsables de la hausse des prix.

dossier

LES PETITS
COMMERÇANTS

S'allier électoralement, ou dans la lutte ?

Seule la classe ouvrière peut offrir aux petits commerçants, comme aux artisans et aux petits paysans, de réelles solutions à leurs problèmes. Et, contrairement à ce que répètent les partis de gauche, c'est lorsque ces couches sociales entrent en lutte contre l'Etat qu'elles peuvent se convaincre que leur intérêt est d'unir leur combat à celui de la classe ouvrière, pour peu que celle-ci et ses organisations se montrent elles-mêmes déterminées et prêtes à prendre en main les rênes de la société.

La politique des organisations ouvrières traditionnelles consiste au contraire à présenter les petits commerçants qui descendent dans la rue comme des excités irresponsables, voire comme des troupes fascistes en puissance. Mais c'est précisément une telle politique qui conduit à couper les petits commerçants des travailleurs et crée le risque de les voir se jeter dans les bras de l'extrême-droite.

Parallèlement, les organisations de gauche justifient la modération de leur programme et leur refus d'appeler les travailleurs à la lutte en invoquant la nécessité de gagner les voix des petits boutiquiers attachés à l'ordre.

Ces raisons, que la gauche donne aux uns et aux au-

tres, ne sont en réalité que des prétextes pour ne pas engager la lutte contre l'Etat.

Quant aux organisations d'extrême-gauche, telle la LCR, qui soutiennent seulement les « bons » commerçants qui font crédit aux grévistes, si elles n'ont évidemment pas les arrière-pensées qui sont celles des partis de gauche, elles mènent finalement une politique qui, en refusant tout appui à l'immense majorité des petits commerçants, aboutit à se couper d'eux et, à terme, à les rejeter dans le camp des ennemis de la classe ouvrière.

Le problème pour les travailleurs n'est pas de savoir si les petits commerçants votent « bien » ou « mal », ni de distinguer entre ceux qui ont une conscience socialiste et les autres. Il est d'en faire des alliés. Et cela se pose tout particulièrement lorsque les petits commerçants prennent conscience qu'ils peuvent compter, pour améliorer leur sort, non pas sur le bulletin de vote, mais uniquement sur la lutte.

Aussi, même lorsqu'ils n'approuvent pas toutes leurs revendications, ni toutes leurs formes d'action, les travailleurs se doivent d'être solidaires de la lutte des petits commerçants contre l'Etat et les monopoles.

TRAVAILLEURS SALARIES OU INDEPENDANTS: LUTTER ENSEMBLE POUR DES OBJECTIFS COMMUNS

La classe ouvrière ne pourra mener à bien sa lutte pour la transformation socialiste de la société sans unir autour d'elle les couches sociales victimes à un titre ou à un autre du capitalisme.

Pour gagner l'appui de ces couches opprimées, des petits commerçants et artisans comme des petits paysans, elle se doit d'appuyer et de participer aux actions menées par leurs organisations.

Dès qu'un petit commerçant est menacé d'un contrôle fiscal ou d'une saisie, les militants ouvriers devraient avoir à cœur de mobiliser les travailleurs du quartier aux côtés des petits commerçants venus défendre leur collègue.

Mais la classe ouvrière ne doit évidemment pas, sous prétexte d'unité et de soutien, reprendre à son propre compte toutes leurs revendications. Elle se doit de leur proposer sa propre politique, sur des objectifs qui soient communs aux travailleurs salariés et indépendants.

Les industriels de la production, les capitalistes du négoce et de la distribution et l'Etat qui les laisse faire ou les encourage, à coups de subventions, sont les véritables responsables de la hausse des prix. Ce sont eux qui volent, et les petits commerçants et les travailleurs, aux deux bouts de la chaîne, en tant qu'ouvriers et en tant que consommateurs.

Aussi, il est impossible d'établir un véritable contrôle des prix sans imposer aux industriels et aux gros intermédiaires l'ouverture de leurs livres de comptes et la levée de tout secret commercial. Et seuls des comités composés de travailleurs, de ménagères, de petits commerçants pourraient se donner un tel objectif.

Chacun serait ainsi à mé-



Heurts brefs et violents entre membres du CID-UNATI et policiers après un meeting du CID-UNATI au Parc des Princes, en octobre 1969. (Ph. AFP)

me de vérifier si ce sont les petits commerçants ou les industriels qui augmentent les prix, et qui, des petits commerçants ou des grossistes, empoche la différence entre les prix industriels et les prix à la consommation.

De tels comités exigeraient que les grossistes accordent aux petits commerçants au moins les mêmes prix et les mêmes facilités de paiement qu'ils consentent aux grandes surfaces.

Leur but serait d'imposer d'une part aux capitalistes de la distribution la réduction de leurs marges bénéficiaires afin, sans augmenter les prix à la consommation, d'assurer une rémunération du travail des petits commerçants leur permettant de vivre correctement et, d'autre part, aux industriels de rogner sur leurs profits, donc de ne pas augmenter leurs prix, mais par contre d'augmenter les salaires en proportion.

Dans certaines branches, les travailleurs sont d'ailleurs particulièrement bien placés pour venir en aide aux petits commerçants et artisans.

Les employés de banque et des organismes de crédit

se devraient de revendiquer que les banquiers qui accordent aux industriels et à leurs gros clients des « découverts » importants, adoptent au minimum la même attitude avec les petits commerçants et les fassent bénéficier de crédits à taux réduit et de facilités de remboursement de leurs dettes.

De même les employés des impôts, prenant argument, chiffres à l'appui, de certains arrangements fiscaux consentis aux trusts et aux grandes entreprises, devraient exiger l'exonération d'impôts pour tous les travailleurs, salariés et indépendants.

Certes, ces revendications ne pourront être totalement satisfaites qu'avec un renversement révolutionnaire du pouvoir de la bourgeoisie.

Mais pour cela, il est indispensable que la classe ouvrière propose aux petits commerçants, comme aux autres couches opprimées de la petite bourgeoisie, un programme répondant à leurs problèmes propres et capable en même temps d'orienter leurs luttes dans la voie d'un combat conscient contre le capitalisme, car elle seule peut le faire.

La disparition du petit commerce ne passe pas par la ruine des petits commerçants

La classe ouvrière au pouvoir ne fera rien pour contraindre les petits commerçants à s'intégrer de force à d'autres formes de distribution.

Le contrôle de l'économie exige d'exproprier les capitalistes et les banquiers, mais nullement de s'en prendre à la petite propriété privée.

Les petits commerçants n'ont rien à perdre à l'instauration d'une société socialiste, mais au contraire tout à gagner.

Aujourd'hui, non seulement le petit commerçant subit la loi des réseaux de distribution capitaliste, mais l'Etat lui vole

sous forme d'impôts une partie importante de ce qui lui reste.

Parce qu'il défend les privilèges d'une minorité parasite, l'Etat actuel est un Etat qui revient cher à la société. Il apporte, avec l'argent des contribuables, une aide constante aux grands trusts, soit sous forme de subventions directes, soit sous forme de commandes de biens généralement inconsommables, d'armement principalement. Il entretient tout un appareil coûteux et inutile : la police, l'armée, un corps de hauts fonctionnaires.

Parce qu'il supprimera toutes

ces dépenses, l'Etat des travailleurs sera un Etat bon marché pour l'ensemble de la population.

Parce qu'il prendra l'argent là où il est, dans les coffres des banques et des capitalistes, il pourra se dispenser de prélever un impôt sur le revenu de ceux qui vivent de leur travail, entre autres des petits commerçants.

Bien sûr, dans la société socialiste, où l'intérêt de la collectivité sera l'impératif primordial, le commerce en tant que tel fera place à une distribution rationnelle des biens, ex-

cluant toute recherche de profit.

Mais cela n'impose nullement de retirer sa boutique au petit commerçant ou son échoppe au petit artisan. C'est dans la société capitaliste que la disparition de la petite boutique signifie automatiquement la ruine du petit commerçant.

Les petits commerçants choisiront eux-mêmes comment ils voudront vivre. Choisiront-ils de se regrouper ou de rester seuls ? Ce sera leur affaire. Mais en tout cas, ils pourront vivre de leur travail et, s'ils décident d'en changer, ce ne sera

pas après avoir fait faillite, mais avec la perspective d'améliorer leur sort.

La société socialiste, où tous les producteurs ne consacreront qu'un minimum d'heures à leur travail, permettra à chacun de ses membres de connaître une vie sociale infiniment plus riche qu'actuellement.

Et il est probable que les hommes aspireront alors à autre chose qu'à conserver à tout prix leur magasin, car ils n'auront pas seulement le choix entre l'horizon étriqué de leur boutique et l'univers d'exploitation de l'usine.

L'épreuve de force se poursuit

Le port de Dunkerque est toujours paralysé. Et à l'échelle du pays, deux journées nationales de grève ont marqué la solidarité entre dockers.

Usinor a fait un petit pas en arrière : il a accepté de revenir au statu quo précédant le conflit en ce qui concerne les opérations de déchargement des minéraliers : le poste de travail qu'il prétendait supprimer — incident qui a marqué le point de départ de l'actuel conflit sera maintenu. De ce point de vue donc, les dockers ont marqué un point, au moins symboliquement.

Mais les discussions achoppent sur ce qui est le fond du problème : le statut des ouvriers

du nouveau quai minéralier qui doit être mis en service dans quelques semaines. Un accord Usinor - dockers prévoit que les équipes travaillant devront tourner en 4 x 8 mais en fait, les dockers ne se considèrent pas liés par ce texte.

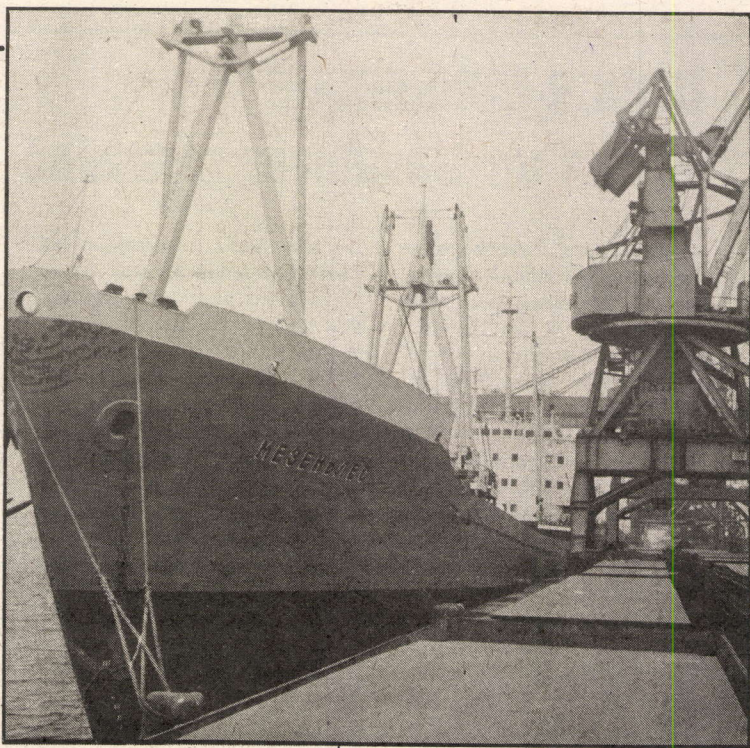
C'est aux conditions de travail et au statut des dockers qu'Usinor voudrait s'en prendre, aussi pour nos camarades n'est-il pas question de lâcher.

Cela fait donc un mois que le troisième port de France se trouve paralysé, ce qui n'est pas sans répercussion sur le fonctionnement des entreprises de la région. Les chantiers de réparation navale ont diminué les horaires

de travail tandis que plusieurs entreprises mettent leur personnel en chômage technique, avec une indemnisation de 3 F l'heure. Ce sont près de 8.000 personnes, qui, à terme, peuvent se retrouver avec ces indemnités de misère ; sans parler des 11.000 ouvriers d'Usinor qui risquent de connaître, suivant les dires de la direction, le même sort fin avril si le conflit se poursuivait.

Bien entendu, Usinor fait tout ce qui est en son pouvoir pour tenter de dresser les travailleurs qui commencent à être lock-outés contre les dockers. Mais sans y parvenir pour l'instant.

Correspondant LO.



BNP

Le conflit

Le Centre de Traitement de l'Informatique de la BNP, trois cents personnes environ, est en grève depuis le 10 mars. La direction, à l'occasion du transfert d'une partie du Centre à Marne-la-Vallée, qui verrait la suppression des équipes de nuit, remettait en cause des avantages acquis, en particulier en ce qui concerne le paiement de la prime d'équipe correspondante.

Cette grève a la sympathie de l'immense majorité des employés qui savent que le départ d'une partie de l'Informatique doit être suivi d'une décentralisation de tout Barbès. Ils sont aussi choqués par les méthodes utilisées par la direction.

La direction attaque

Mercredi 6 avril, en arrivant à Barbès, les équipes du matin ont trouvé les portes de la BNP à peine entrouvertes ; il fallait pour passer donner son nom et son service. Nombre d'employés ont refusé d'entrer et sont restés autour de la porte avec les grévistes de l'ordinateur. Autour de la banque, il y avait un déploiement impressionnant de gardes mobiles, appuyés par les brigades d'intervention.

Un incendie s'était déclaré dans la nuit au Centre de trai-

ement des chèques, dans une chambre-forte désaffectée depuis une quinzaine de jours. Il n'y était entreposé que des archives de 1974 — doubles de pièces comptables et bordereaux — qui devaient de toute façon être mises au pilon, plus quelques copies de bordereaux de 1976 sur le dessus. Ce coffre était bien entendu resté ouvert depuis que les chèques n'y étaient plus entreposés.

Cela sent la provocation à plein nez !

Et c'est un pas de plus dans l'escalade que la direction a amorcée avec les sanctions très dures, avec la mise en place d'équipes musclées pour remplacer les grévistes de l'ordinateur, avec l'appel à la force armée en uniforme à l'extérieur, en civil à l'intérieur, avec l'appel à la justice et les citations à comparaître en référés de grévistes et de responsables syndicaux.

Mais malgré ces méthodes policières, malgré ces provocations, le travail ne sort pas. Entre le bout d'ordinateur que la direction arrive à faire fonctionner et les façonnières qu'elle a mobilisés, à peine 15 % des opérations sont traitées et cela depuis quatre semaines.

La grève de l'ordinateur, malgré la sympathie qu'elle rencontre chez les employés des autres Centres, est une grève relativement isolée. La direction, dans sa hâte de voir reprendre le travail, veut l'isoler encore plus et cherche maintenant le coup fourré.

Elle est loin d'avoir gagné !



Rue de Clignancourt, arrivée du car qui amène l'équipe que la direction a constituée pour faire tourner l'ordinateur à la place des grévistes. Les « forces de l'ordre » protègent leur passage... mais se protègent aussi contre les projectiles qui tombent des étages.

Débrayages à l'Alsthom Saint-Ouen

Depuis plus de deux semaines ont lieu à l'Alsthom Saint-Ouen des débrayages d'une demi-heure, secteur par secteur.

Tout a commencé par la Chaudronnerie qui réclamait une augmentation de prime. Puis la revendication s'est modifiée avec son extension et tout le monde réclame 300 F d'augmentation.

Depuis quinze jours donc, chacun débraye dans son coin. Et les syndicats sont très satisfaits. Ils souhaitent même que cette si-

tuation dure jusqu'au 14 avril, journée d'action de la métallurgie.

Lors du seul débrayage de toute l'usine, avec une assemblée générale, les militants de la CGT ont empêché un camarade connu pour ses idées révolutionnaires de s'exprimer car ils ont peur de voir le mouvement se durcir.

Dans cette situation la direction a décidé de sanctionner. Elle a commencé par des avertissements à des délégués et des travailleurs qui ont été vus « incitant

leurs camarades à des désordres ».

Lundi 4 avril, ces avertissements étaient portés, réduits en miettes, au chef du personnel, mais le lendemain, c'est trois délégués qui se voyaient infliger un jour de mise à pied pour avoir utilisé un haut parleur dans les ateliers !

Malgré ces sanctions, les travailleurs ont envie de continuer à débrayer même s'ils ne se font pas d'illusions quant à l'issue du mouvement.

les ateliers, escortés d'ailleurs par un huissier, le chef du personnel et le directeur armé d'un appareil photo... Et elle multiplie les provocations. Jeudi 31 mars, à 4 h du matin, le chef du personnel bouscule et fait tomber un camarade marocain. Celui-ci est blessé au dos et à la tête. Une plainte est déposée. Le lendemain, les grévistes immigrés ont la visite d'un membre du consulat marocain qui vient aux renseignements. « Vous êtes ici pour travailler, pas pour faire de la politique »...

La grève continue.

UAP TOUR ASSUR (PARIS-LA DEFENSE)

La direction sanctionne, la CGT ne fait rien mais crie victoire

Au début de mars, à la suite d'une manifestation au siège de l'UAP organisée par la CGT, des flics de la direction malmenèrent des manifestants. A la suite de cette manifestation, la direction décidait de faire passer le secrétaire de la section CGT devant un conseil de discipline. Elle l'accusait tout bonnement d'être responsable des incidents.

En fait la direction s'attaquait à un militant pour son activité syndicale et, au-delà de cette activité, au droit des travailleurs à s'organiser pour défendre leurs intérêts.

A l'annonce de cette mesure, ce fut la colère et à l'assemblée générale convoquée sur le champ par la CGT, la CFDT et FO, 800 employés étaient présents, prêts à agir. La CGT déclara d'ailleurs que dès l'annonce d'une sanction par le conseil de discipline, il fallait immédiatement réagir par la grève.

Mais lorsque le conseil de discipline infligea quatre jours de mise à pied au militant en question, la CGT refusa d'appeler les employés à débrayer, se contentant de faire une collecte. Dans les rangs de la CGT, ce fut la consternation et de nom-

breuses critiques furent faites. Cela n'empêcha pas la CGT de crier victoire... son militant n'avait pas été licencié !

Mais la direction de l'UAP, forte du manque de réaction, ne s'arrêta pas là. Quelques jours après, elle envoyait une nouvelle lettre au même délégué pour lui signifier qu'il repasserait devant le conseil de discipline, parce qu'il avait occupé son poste de travail pendant les jours de mise à pied.

La CGT a aussitôt réagi par une nouvelle assemblée générale, mais les travailleurs qui, la première fois, étaient venus n'étaient pas tous là et de nombreux présents n'oublièrent pas de dire à la CGT qu'ils n'avaient pas l'intention d'être de nouveau roulés. La CGT semble décidée à mener la riposte et, avec les autres syndicats, elle a proposé aux travailleurs des différentes UAP de se mettre en grève tous ensemble à l'annonce d'une éventuelle sanction. C'est là en effet la seule réponse à donner au mauvais coup de la direction. Mais la CGT tiendra-t-elle ses engagements ?

Correspondant LO

Cinquième semaine de grève à Rosières-Lunery

Mardi 5 avril, nos camarades de la soudure entament leur cinquième semaine de grève pour obtenir la diminution des cadences et une augmentation des salaires de 15 %. Pendant les trois premières semaines — ils étaient une cinquantaine — leur grève est restée isolée. A part quelques petits ateliers qui les ont rejoints dans la lutte, la CGT n'a pas cru bon d'étendre le mouvement aux grands ateliers. Seulement, la colère montait chez les soudeurs et une fois la période des municipales passée, les délégués se sont montrés plus soucieux d'é-

tendre le mouvement. Le lundi suivant, les grévistes se sont groupés à l'entrée des grilles : 90 % du personnel productif se sont joints à la grève le matin et dans la journée, à la suite de défilés dans les ateliers.

Avec les travailleurs de l'usine Rosières de Saint-Doulchard, près de Bourges, qui se sont joints eux aussi à la grève, nous avons posé nos revendications : 2 000 F minimum pour 40 h, un jour de congé par tranche de cinq années d'ancienneté...

Jusqu'à là, la direction refuse de négocier : nous défilons dans

USINOR-DUNKERQUE : encore un travailleur assassiné

Comme nous l'avons relaté dans notre précédent numéro, mercredi 30 mars, au Haut Fourneau n° 4, le fondeur Jean-Marie Domain a été atteint par des projections de fonte en fusion alors qu'il procédait à l'aide d'une barre à piquer, au débouchage d'un trou de coulée obstrué par du coke. Il fut transporté d'urgence au CHR de Lille où il succomba des suites de ses brûlures, lundi 4 avril.

Jean-Marie Domain est mort parce qu'Usinor, pour accroître ses profits, préfère payer

un travailleur à affronter les hauts fourneaux à l'aide d'une barre avec pour toute protection des vêtements en amiante (qui n'ont été d'aucun secours puisqu'ils ont été carbonisés) plutôt que d'investir pour mécaniser toutes les opérations qui s'effectuent sur les hauts fourneaux.

C'est une attitude criminelle que Jean-Marie Domain a payé de sa vie, comme quatre-vingt-deux autres travailleurs avant lui.

Correspondant LO.

CEGEDUR (Montreuil) :

DANGER BOMBARDEMENTS

A Cégédur - Montreuil, nous fabriquons des profilés d'aluminium. Le pilon de la presse pousse des blocs d'alliage d'aluminium à travers des filières. La puissance de ces presses va de 600 à 4.250 tonnes de poussée.

Dans la nuit du 28 au 29 mars, le pilon de la presse 1.500 tonnes a explosé. Cet accident aurait pu avoir des conséquences extrêmement graves.

La tête du pilon (un bloc de 20 kg d'acier) a été retrouvée une

dizaine de mètres plus loin au pied d'une presse. Un autre éclat a traversé la verrière et est tombé dans l'atelier voisin.

On s' imagine facilement les conséquences dramatiques de cet accident s'il avait eu lieu le jour, en pleine activité !

La direction a bien sûr prétendu qu'elle ne pouvait prévoir un tel accident, mais qu'évidemment, elle ferait tout maintenant pour éviter cela. Pourtant, une

explosion semblable avait déjà eu lieu il y a trois ans sur la même machine. D'autre part, l'enquête révèle que l'usure des pilons n'était pas contrôlée, que personne ne savait le nombre d'heures de travail auxquelles ils avaient été soumis.

Alors, la direction dit : « Nous n'avions pas prévu », et c'est bien ce que nous lui reprochons. Une imprévoyance dans ce cas-là est criminelle.

SAFT (Bordeaux) :

Une des plaies de l'usine : LE CADMIUM

Irritation sur le visage, le torse, les avant-bras, saignements de nez, tels sont les maux dont souffrent les ouvriers de l'atelier de fabrication des plaques d'accumulateurs au cadmium.

La semaine dernière, ce sont plusieurs d'entre eux qui ont été atteints. Tout l'atelier débraya et alla voir le médecin de l'usine

pour qu'il fasse un rapport à la direction. Cela a été l'occasion de dire tout ce qui n'allait pas. En effet, depuis plusieurs mois, ces camarades constatent une dégradation de leurs conditions de travail. Le réseau des gaines aspirantes manque d'entretien ; le nettoyage du sol de l'atelier n'est assuré que par un seul balayeur ;



les bouches d'aspiration aux postes de travail sont souvent défectueuses.

Ce mouvement de protestation

n'aura pas été inutile, mais dans la lutte pour l'amélioration de nos conditions de travail, il ne faut pas en rester là.

APC (AZOTE ET PRODUITS CHIMIQUES - TOULOUSE) :

à EC, des conditions de travail pénibles et dangereuses

Nous avons relaté dans notre dernier numéro la chute mortelle d'un de nos camarades. Les travailleurs de EC, l'atelier où a été tué notre camarade, ont continué seuls la grève de 24 heures proposée par les syndicats en signe de protestation. Et leur colère est plus que justifiée.

L'atelier en question est considéré comme le plus dangereux et le plus insalubre de l'usine. Un exemple : un camarade en 3x8, n'ayant pas attendu sa « relève » a été puni (parce qu'on punit dans cette usine) par 15 jours de travail à EC. On y travaille dans une atmosphère viciée et comme la direction fait travailler cet

atelier au-delà de ses possibilités, c'est souvent qu'il faut dégager à la pelle dix ou vingt tonnes d'engrais qui débordent des tapis.

Face à ces travaux pénibles et dangereux, que fait la direction ? Elle diminue de plus en plus le personnel d'entretien : il y avait dix ouvriers à l'entretien il y a quelques années, aujourd'hui il y en a deux. Les camarades de EC ont élaboré un cahier de revendications concernant la sécurité dans leur atelier. A la suite de leur entrevue la direction a fait un certain nombre de promesses ; et les camarades ont décidé de reprendre le travail.

Correspondant LO.



PTT

Quotidiennement
votre...
sauf le dimanche

Depuis le dimanche 3 avril, les communications spéciales (PCV, Préavis, Avis d'appel) vers les USA sont supprimées les dimanches et jours fériés pour les abonnés de la région parisienne. Seuls les demandeurs avec carte de crédits, c'est-à-dire les sociétés et les journalistes, sont satisfaits.

Il s'agit, paraît-il, d'un essai. Mais on peut être sûr que, s'il n'y a aucune réaction, cette mesure sera non seulement définitive, mais sûrement étendue à tous les pays.

L'administration, si prompt à parler de service public lorsqu'il s'agit de nous faire accepter ses tracasseries et son règlement stupide, ne se gêne pas vis-à-vis des petits usagers pour leur supprimer des droits qu'ils avaient jusqu'à présent. Et tout cela parce qu'elle trouve que les compensations données pour le travail des dimanches et jours fériés sont trop nombreuses. Alors, pour supprimer du personnel ce jour-là, elle supprime des services.

Et ce dimanche 3 avril, les opératrices de service ont passé une grande partie de leur vacation à expliquer aux abonnés tout surpris, n'ayant même pas été prévenus, que « les communications spéciales ne sont plus admises dans cette relation les dimanches et jours fériés ».

CHR (Rennes) :

La démocratie syndicale, version CGT

A Rennes, plusieurs militants CGT se sont présentés aux municipales sur la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ». Depuis, les bureaucrates ont décidé de faire le ménage. Quinze jours après le congrès, trois délégués qui venaient d'être élus ont été écartés par la Commission exécutive. Le secrétaire adjoint, pourtant tête de liste, restait en place : malgré les pressions exercées sur les militants, les bureaucrates n'obtinrent pas la majorité pour l'écartier. Qu'à cela ne tienne, ils s'en passeront !

A la réunion suivante, on l'informe qu'il n'est plus au secrétariat par décision de la fédération ! L'avis des syndiqués ? Il ne vaut rien. Les lettres et pétitions des syndiqués qui protestent sont considérées avec mépris. « On peut faire signer n'importe quoi aux gens » ont-ils répondu ! Tenir une assemblée générale pour que les syndiqués puissent choisir leurs délégués ? Il n'en est pas question.

Bien que tout le monde reconnaisse que nos camarades sont de bons militants et qu'il n'y a rien à dire sur leur activité syndi-

cale, ils sont néanmoins accusés de vouloir démolir le syndicat !

De toute évidence, les bureaucrates sont prêts à saborder le syndicat pour arriver à leurs fins : écartier les militants révolutionnaires des postes de responsabilités.

Il est scandaleux et intolérable qu'une poignée de bureaucrates se permette de bafouer ainsi les règles démocratiques les plus élémentaires et de procéder à de véritables chasses aux sorcières dans les syndicats. Mais il n'est pas dit qu'ils réussissent leur mauvais coup.

CHU (Nancy) :

Les bureaucrates à l'œuvre

Au CHU de Nancy, un militant de l'OCI vient d'être exclu du conseil syndical de la CGT. L'exclusion a été prononcée en comité restreint et en l'absence de notre camarade. Le motif de l'exclusion : ne respecte pas la démocratie syndicale !

La direction du CHR venait de proposer une augmentation des tickets de cantine que la direction de la CGT avait acceptée. Ce camarade, considérant que la décision devait d'abord être prise par les travailleurs, avait entrepris de faire signer une pétition contre la hausse des tickets afin

de faire revenir la CGT sur sa décision. Les bureaucrates se sont saisis de ces faits pour l'accuser d'antisindicalisme et de se servir de la CGT comme couverture pour faire de la politique dans l'entreprise.

Mais, en fait, s'il a été exclu du conseil syndical, c'est bien à cause de son attachement aux idées révolutionnaires. Voilà encore un bon exemple des pratiques « démocratiques » des membres du PCF et qui en dit long sur leur conception de la démocratie pour les travailleurs.

Les patrons attaquent, les syndicats laissent faire

Mille huit cents travailleurs sur les deux mille huit cents du secteur Mécanique, des ex-Chantiers de l'Atlantique, ont appris la semaine dernière leur mise en chômage technique pendant vingt-six jours, étalés sur les six mois à venir. Après les escarmouches des mois précédents (refus de signer un accord d'entreprise, chasse aux temps morts, diminution des heures accordées aux délégués), la direction lance la grande offensive et elle le fait dans un climat peu propice à la bagarre. L'échec de l'occupation

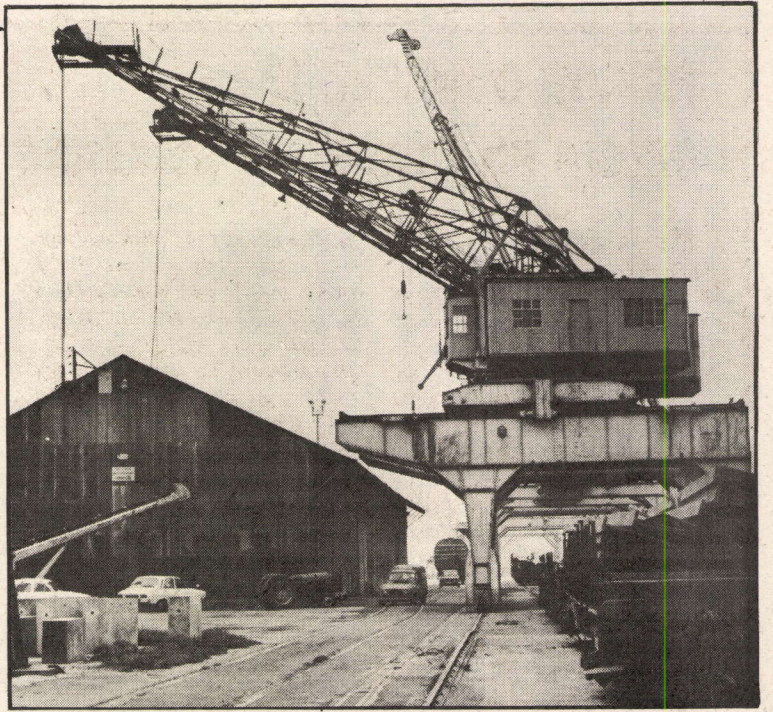
du Bellamy en décembre, l'inertie syndicale tant au niveau local que national tout cela n'est pas fait pour regonfler le moral.

Une manifestation a eu lieu, trois mille métallos se sont retrouvés devant l'Hôtel de Ville et on pouvait noter la participation d'un certain nombre d'agents de maîtrise mais rien de sérieux n'est prévu pour faire face aux patrons. Pour les syndicats, il faut y aller à l'économie. Certains parlent de grève du zèle.

Pourtant, tout le monde aux

Chantiers est conscient qu'il ne s'agit que d'un début et que l'offensive patronale va se poursuivre. La direction l'a clairement laissé entendre en indiquant que ces mesures n'étaient valables que jusqu'en septembre. D'ores et déjà, pour les camarades concernés, il s'agit d'une perte sèche de l'ordre d'un mois de salaire et si la riposte ne vient pas assez vite, d'autres seront atteints beaucoup plus gravement.

Correspondant
Saint-Nazaire



THOMSON :

Les travailleurs de la Thomson au Salon des composants électroniques

Jeudi 31 mars était jour d'inauguration du Salon des composants électroniques à la Porte de Versailles. Il n'y avait pas de ministre, et pour cause, c'était le jour du remaniement ministériel, mais les manifestants de la Thomson étaient là.

En effet, la SESCOSEM, filiale de la Thomson pour les composants, a annoncé le licenciement de cent vingt-cinq personnes à Saint-Egrève et cent quarante-sept à Aix-en-Provence sans compter les intérimaires et les contrats à durée déterminée qui ne seront pas renouvelés.

Pour protester contre ces licenciements ainsi que sur les menaces et les mutations qui ont lieu dans d'autres centres, deux

mille cinq cents personnes étaient là pour manifester leur colère, pour la plupart des travailleurs et travailleuses de la région parisienne, mais certains de la SESCOSEM de Saint-Egrève et d'Aix-en-Provence.

Après les discours des responsables syndicaux devant l'entrée du salon, ceux-ci ont proposé... d'abandonner le terrain et d'aller en manifestation jusqu'à l'usine d'Issy-les-Moulineaux. Il ne fallait, paraît-il, pas tomber dans la provocation ! Mais de nombreux travailleurs ont protesté et refusé de suivre ce mot d'ordre incompréhensible, d'autant plus que nos camarades de la SESCOSEM manifestaient déjà à l'inté-

rieur.

Et c'est finalement à plusieurs centaines que nous sommes rentrés pendant que le cortège officiel s'ébranlait vers Issy-les-Moulineaux.

Dans le salon, le slogan « les patrons licencient, licencions les patrons » a été le plus repris. Et tous les présents étaient contents d'avoir pu dire de près ce qu'ils pensaient des licenciements.

Manifestation réussie donc pour ceux qui sont rentrés. Mais les licenciements prévus ont été reconfirmés au Comité central d'entreprise et la lutte nécessaire pour la répartition du travail entre tous et contre les licenciements reste à organiser.



31 mars : la manifestation sort du Salon des composants.

EGF : GREVE AU RMR

Les employés en ont ras-le-bol !

Vendredi 1^{er} avril, au centre EGF de Grenelle (15^e) où travaillent trois cent cinquante personnes, les employés du RMR (service administratif) réunis en assemblée générale ont voté la grève totale à la majorité.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Eh bien, il faut savoir que nous travaillons entassés depuis des années à plus de trente dans le bureau, qu'il y a un retard considérable : 16.000 dossiers d'abonnés attendent d'être traités, et tout cela faute de personnel. La charge de travail par agent n'arrête pas de croître. Beaucoup tombent malades, ac-

tuellement nous sommes quarante-cinq au RMR alors que le service comprend soixante-dix personnes.

La direction, elle, refuse d'embaucher et menace même de licencier les plus jeunes d'entre nous.

La colère a éclaté et un cahier de revendications a été porté à la direction : embauche immédiate de quinze personnes, transformation des grands bureaux en petits locaux. Réponse : non sur toute la ligne.

Nous avons alors voté la grève jusqu'à satisfaction.

Le lendemain, un piquet de grève

a été installé aux téléphones, ce qui nous a permis de faire connaître aux abonnés les raisons de la grève.

Mais, depuis le début du mouvement, la direction de la CGT, syndicat le plus implanté, regarde cette grève avec méfiance. Un permanent est même venu tenir des propos démoralisateurs lors d'une assemblée générale. Il s'est fait remettre à sa place par l'ensemble des grévistes et n'a pas réussi à entamer le moral.

Le mouvement continue car la direction n'a toujours pas cédé sur l'embauche. Elle ne s'est engagée que sur l'aménagement des locaux.

RENAULT-BILLANCOURT :

Réaction contre une injustice

Vendredi 1^{er} avril, la direction du personnel licencierait un travailleur du département 70, OS travaillant à l'usine depuis un peu moins d'un an.

Ce travailleur avait été arrêté pendant plus de cinq mois à la suite de complications post-opératoires. Et en se représentant à son travail, il avait des consignes médicales strictes, entre autres une période de travail à mi-temps. La réponse de la direction fut catégorique. C'est le travail à plein temps ou la porte. Il accepta donc de reprendre à plein temps, mais « comme par hasard », on le mit à un poste qui pouvait s'avérer dangereux pour sa santé. Aussi le médecin de l'usine modifia sa fiche d'aptitude. Là, après trois jours d'attente, le licenciement tomba. Car il n'y aurait aucune place dans une usine de 30.000 personnes pour reclasser cet ouvrier.

Quand les travailleurs du secteur et de tout le département l'apprent, ils furent indignés. Car

chacun savait bien que n'importe qui pouvait un jour ou l'autre se trouver dans la même situation. Et l'appel à cesser le travail mardi 5, lancé par les sections CFDT et CGT fut bien suivi. Des travailleurs qui n'arrêtaient jamais, là, se sentaient touchés, étaient en colère, et tenaient à le montrer.

D'ailleurs, ces messieurs de la direction, du département et au-dessus, se sentaient mal à l'aise et ne pouvaient pas et pour cause, se justifier. Leur seul argument était : « on est ici pour sortir des voitures ». C'est en défilant en criant « Non au licenciement » que les grévistes du 70 se firent entendre dans les autres secteurs.

Certes le débrayage d'une heure et demie n'a pas permis d'obtenir la réintégration de ce camarade, mais, le sale coup de la direction ne s'est pas passé sans réactions, et dans un contexte où les licenciements pour maladie se multiplient, il fallait que cela se fasse.

FIVES-CAIL BABCOCK (LA COURNEUVE)

Un délégué menacé de licenciement

A l'usine Fives-Cail Babcock de La Courneuve, un délégué CGT est actuellement menacé de licenciement. Le directeur de l'usine lui reproche de l'avoir traité « d'assassin » lors d'une réunion sur la sécurité.

Mais à l'usine, nous estimons que ce délégué a raison. C'est vrai que la Fives-Cail Babcock a une politique criminelle en matière de sécurité comme en témoigne les deux cents accidents pour 550 ouvriers qui eurent lieu en 1976.

Dès l'annonce de la demande

de licenciement, les syndicats ont d'ailleurs organisé tout de suite des débrayages. Le lundi 21 mars d'abord, suivi par la centaine de travailleurs de l'atelier de ce délégué. Puis le lundi 28 mars, jour de la réunion extraordinaire du Comité d'établissement, le débrayage est suivi par 80 % du personnel et en présence de délégations de nombreux établissements de La Courneuve. Au CE, le patron n'a recueilli qu'une seule voix, la sienne. Maintenant, la décision est entre les mains de l'inspecteur du travail. Et nous

sommes allés jeudi 31 mars lui dire notre indignation à près d'une centaine. L'inspecteur du travail bien sûr, ne s'est pas engagé, lui qui avait déjà accepté le licenciement il y a deux ans d'un camarade de Lutte Ouvrière, délégué FO, sans l'ombre d'une preuve.

La direction de Babcock peut certes tenter de réprimer un militant, mais ce qu'elle ne pourra pas empêcher, c'est que partout, on connaisse les conditions d'hygiène et de sécurité faites aux travailleurs de cette usine.

ROCKY

de John G. AVILDSSEN

● Rocky, c'est un boxeur, doué mais peu ambitieux et donc très peu fortuné. Il ajoute aux quelques dollars que lui rapportent quelques matchs minables le salaire d'« encaisseur musclé » son second travail, au service d'un « mafioso ». Tout cela dans le décor misérable d'une banlieue ouvrière de Philadelphie. Mais l'histoire commence réellement et le film accroche vraiment quand le champion du monde poids-lourd de boxe, en panne de challenger, met, pour le spectacle et pour l'argent, Rocky au défi pour le titre de champion du monde.

La vie du héros est immédiatement transformée, jusqu'au match, clou du spectacle, où il arrive à tenir les 15 rounds face au champion, démentant ainsi tous les pronostics.

Bien que la boxe soit présente durant tout le film, Rocky n'est pas un film sur la boxe. Il dépeint avec beaucoup de vérité et de réalisme

me les coulisses du ring et le ring lui-même ; mais le réalisateur s'attache bien plus à l'évolution psychologique de son personnage qu'à la boxe elle-même. En fait, le réalisateur veut faire une démonstration : on a beau être pauvre et au bas de l'échelle sociale, en fonçant, en se battant, on peut lutter contre la fatalité de la misère et on peut même... la vaincre.

A cet égard la démonstration est ratée car le film ne convainc pas, et les dernières images montrant le visage complètement tuméfié de Rocky nous laissent un goût amer, d'autant plus que le film étant très bien fait et très bien interprété, on s'était attaché aux personnages et à leur histoire.

Guy CASTEL

(Quartier Latin, Dragon, Colisée (v.o.) ; Français, Gaumont Sud, Montparnasse Pathé, Clichy Pathé, Gaumont Gambetta (v.f.))



SÉLECTION CINÉMA

FILMS RECENTS :

L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS, d'Agnès Varda. La vie de deux jeunes femmes : leurs difficultés de vivre et d'aimer, leur profonde générosité. Un film et des personnages sympathiques.

Palais des Arts, 3° - Quintette, 5° - Elysées Lincoln, 8° - Saint-Lazare Pasquier, 8° - Olympe, 14° - Studio Raspail, 14°.

L'AUTRE FRANCE, d'Ali Ghallem. Un témoignage sur la vie des travailleurs immigrés en France.

Palais des Arts, 3°.

NETWORK, de S. Lumet. Une satire féroce de la télévision américaine.

Paramount Marivaux, 2° - Boul'mich, 5° - Publicis-St-Germain, 6° - Paramount Galaxie, 13° - Paramount Montparnasse, 14° - Paramount Maillot, 17°.

NOUA, de A. Tolbi. La naissance de la révolte du peuple algérien dans l'Algérie de 1954.

Studio de la Harpe, 5° - Jean-Renoir, 9° - 14-Juillet, 11°.

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF », de Y. Boisset. Un réquisitoire contre la justice.

Marbeuf, 8° - Paramount Opéra, 9° - Ternes, 17°.

LE PRETE-NOM, de M. Ritt. Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains.

Grands-Augustins, 6°.

DERSOU OUZALA, de A. Kurosawa. Les aventures et l'amitié d'un officier explorateur et d'un chasseur de la taïga russe au début du siècle.

Paramount Marivaux, 2° - Tempeliers, 3° - Studio Alpha, 5° - Arlequin, 6° - Paramount Elysées, 8°.

1900 (2° époque), de Bertolucci. La montée et la fin du fascisme en Italie.

Tempeliers, 3°.

BARRY LYNDON, de S. Kubrick. Un aventurier dans l'Europe aristocratique du XVIII^e siècle. Impérial, 2° - Studio Cujas, 5° - Colisée, 8° - Diderot, 12° - PLM St-Jacques, 14° - Calypso, 17°.

PAIN ET CHOCOLAT, de F. Brusati. Un immigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Bretagne, 6° - Danton, 6° - Luxembourg, 6° - Biarritz, 8° - Trois Haussman, 9° - Mistral, 14°.

FILMS ANCIENS :

LES VACANCES DE M. HULOT, de J. Tati.

Capri, 2° - Paramount Odéon, 6° - Publicis Champs-Elysées, 8° - Publicis Maignon, 8° - Paramount Opéra, 9° - Paramount Galaxie, 13° - Paramount Gobelins, 13° - Paramount Gaité, 14° - Paramount Orléans, 14° - Convention St-Charles, 15° - Passy, 16° - Paramount Maillot 17° - Moulin-Rouge, 18° - Secrétan, 19°.

JOUR DE FETE, de J. Tati.

Paramount Marivaux, 2° - Jean-Cocteau, 5° - Les Cinoches de St-Germain, 6° - Paris, 8° - Paramount Galaxie, 13° - Paramount Montparnasse, 14° - Grand-Pavois, 15° - Montréal, 18°.

FAMILY LIFE, de K. Loach.

Studio Bertrand, 7°.

LA FLUTE ENCHANTEE, de I. Bergman.

La Pagode, 7°.

LES HOMMES DU PRESIDENT, de A. Pakula.

Châtelet-Victoria, 1^{er}.

LITTLE BIG MAN, de A. Penn. Noctambules, 5°.

RICHARD III, de L. Olivier.

Cinéma Présent, La Villette, 19°.

LE SHERIF EST EN PRISON, de M. Brooks.

Dominique, 7° - Boîte à Films, 17°.

VIOLETTE ET FRANÇOIS

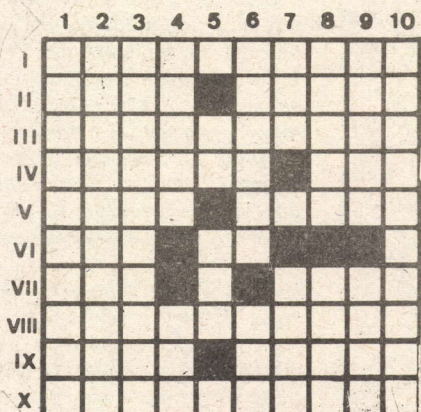
de J. ROUFFIO

● Le vide de leur vie amène Violette et François, un couple de jeunes gens, à voler dans les magasins. La recherche des émotions semble en effet le seul mobile de ces innombrables larcins dans lesquels François entraîne Violette. Ils inventent de nouvelles techniques, prennent de nouveaux risques, se font prendre aussi chacun leur tour. Mais finalement ces émotions sont insuffisantes pour nourrir leur relation, et ce n'est pas leur mariage, décidé brusquement, comme tout ce que décident les deux larrons, qui y changera grand-chose. Ils finiront

par se séparer, faute de vivre quoi que ce soit de riche ou d'intéressant.

Le spectateur aussi a parfois envie d'abandonner cet étrange couple à ses lubies. En effet le scénario sert surtout de prétexte à faire jouer Jacques Dutronc et Isabelle Adjani, et il faut dire que, de ce seul point de vue, c'est parfois assez réussi. Mais si le spectateur sourit souvent, il ne peut manquer de ressentir le vide du scénario et le caractère bien superficiel des personnages.

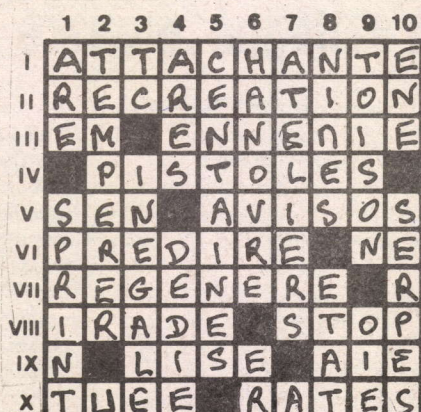
Roger PERIER



MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT. — I. Privation. — II. Possessif. — A ce moment. — III. Méritent le détour. — IV. Petits reptiles. — Au centre de l'arbre. — V. Lisière - Ville d'Allemagne. — VI. Hommes d'Outre-Manche - Problème. — VII. Envers d'une surface - Crié férocement. — VIII. Vacarme. — IX. Fillets - Au sortir du sommeil. — X. Fondamentaux.

VERTICALEMENT. — 1. Mesure les degrés. — 2. On y fait son beurre. — 3. Arrivants imprévus. — 4. Choisie - Demi-mouche. — 5. Enlevé (phonétique) - Fit disparaître. — 6. Pièges - Place. — 7. Envers d'une terre isolée - Transporté. — 8. Remarques. — Empoisonne le sang. — 9. Parfois fouettée - Chauffeurs. — 10. Principaux.



LIVRES LIVRES LIVRES

Documents du Comité de défense des ouvriers de Pologne

En juin 1976, à la suite de l'annonce par le gouvernement Gierk de très fortes hausses de prix de produits alimentaires, des grèves éclataient en Pologne. A Radom et à Ursus, ces mouvements tournaient à l'émeute, les sièges locaux du Parti Ouvrier Polonais étaient mis à sac par des manifestants.

Devant cette flambée de colère, le gouvernement polonais reculait, revenait sur ses projets initiaux de hausses de prix. Mais sa vengeance contre les travailleurs était impitoyable. Une véritable chasse aux grévistes fut lancée. A Ursus et à Radom, des

milliers de personnes furent arrêtées, licenciées ; dans les commissariats de police et les prisons, beaucoup furent torturées. Et des procès furent entamés contre les ouvriers grévistes, parmi les plus combattifs.

La répression qui s'est abattue alors sur les travailleurs n'a pas laissé indifférente une partie de l'intelligentsia polonaise. Avec à leur tête Jacek Kuron — partisans aujourd'hui d'une libéralisation du régime polonais —, des dizaines d'intellectuels se sont regroupés dans un Comité de défense des ouvriers, et ont apporté aux travailleurs leur soutien matériel et

moral. Les activités et interventions de ce comité — illégal bien sûr — ont été multiples. Ses membres ont collecté des fonds pour aider les familles de travailleurs mis au chômage ou jetés en prison ; ils ont mis au service de ceux qui passaient en procès des avocats ; et surtout, en publiant une littérature clandestine se faisant l'écho de la répression, ils ont rendu publics les crimes du gouvernement Gierk et ont favorisé un courant de solidarité active, dans le pays, en faveur des travailleurs.

Ce sont de multiples documents — lettres d'intellectuels, récits

d'ouvriers — témoignant des activités du Comité de défense des ouvriers qui viennent d'être rassemblés dans une petite brochure par le Comité international contre la répression, comité formé en mars 1976 à l'initiative de personnalités de gauche ou « démocrates » du monde occidental.

La lecture de cette brochure est extrêmement intéressante. Elle montre l'acharnement avec lequel le gouvernement Gierk a persécuté et traqué les éléments combattifs de la classe ouvrière polonaise.

Elle illustre aussi ce que sont

les intellectuels polonais, des nationalistes, des hommes partisans d'une libéralisation du régime actuel, des gens qui mènent le combat sur le terrain des droits démocratiques et qui s'y limitent. En l'occurrence, cette attitude les a conduits à animer la solidarité envers les militants ouvriers pourchassés, ce qui est à leur honneur.

P.L.

Documents du comité de défense des ouvriers de Pologne (128 pages - 10 F). Attention : ces textes se trouvent difficilement ailleurs qu'aux librairies de Rouge et de Informations Ouvrières.

Le Templier de Jérusalem

de Pierre BARRET

et Jean-Noël GARGAUD

Le Templier de Jérusalem est le premier tome d'une série consacrée au Moyen Age.

L'action débute en 1183. Les chrétiens tiennent Jérusalem, les rois de France et d'Angleterre, Philippe Auguste et Henri Plantagenêt, se font la guerre.

A Jérusalem, Beaudoin IV, dit le Lépreux, se meurt et autour de lui se nouent toutes sortes d'intrigues pour prendre sa succession.

Les chefs croisés qui s'étaient installés dans le pays vivent richement de pillages et dans la corruption. Les Templiers, cet ordre de moines soldats qui a accumulé des richesses innombrables tant en Occident qu'en Palestine, sombrent eux aussi

dans la plus totale des corruptions.

Le royaume de Jérusalem, miné par les divisions entre les barons, les chevaliers, les intrigues autour du roi moribond, est menacé par le Sultan Saladin qui a réussi à unifier sous sa bannière le monde arabe oriental. Il reprendra Jérusalem et les places fortes du royaume latin et les rois d'Occident repartiront de nouveau en croisade.

Mais ce roman historique n'explique jamais ce que furent véritablement les croisades. Non pas seulement des expéditions militaro-religieuses pour délivrer le tombeau du Christ mais surtout des guerres de conquête, de pillage qui permirent aussi l'ouverture des voies commerciales vers

l'Orient. Et c'est au bénéfice des villes marchandes telles que Pise, Lyon, Gênes, Paris, Londres ou Venise que des chevaliers, des nobles, une multitude de pauvres étaient, même sans le savoir, partis « sauver » la Terre Sainte.

Pierre Barret et Jean-Noël Gargaud ignorent cet aspect de l'histoire mais ils brossent, sans fioritures et crument, un tableau de la société occidentale de cette époque surtout du royaume Franc de Jérusalem au XII^e siècle. Et leur vivante description ne manque pas d'intérêt.

Le Templier de Jérusalem, de Pierre Barret et Jean Noël Gargaud - Ed. Robert Laffont - 42 F - 314 pages.

TELE TELE TELE TEL

sélection

Samedi 9 avril

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Série : César Birotteau, d'après le roman de Balzac. L'ascension d'un petit bourgeois dans la France du début du 19^e siècle.

FR3 - 20 h 30 - Il était une fois l'opérette. Pour connaître et aimer les airs célèbres des opérettes comme Véronique, Les cloches de Corneville, etc. Une production de l'Opéra de Lyon.

Dimanche 10 avril

ANTENNE 2 - 10 h 25 - Concert : Stabat Mater, de Dvorak.

FR3 - 16 h 55 - Scénario pour une ville : Annecy, et les problèmes d'une grande ville.

FR3 - 17 h 50 - Espace Musical : Concerto pour piano N° 2, de Brahms, avec pour soliste Maurizio Pollini.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : le talent des cinéastes à créer des monstres animaux comme King-Kong ; à quoi cela correspond-t-il ?

FR3 - 20 h 30 - L'homme en question : Maurice Druon. Une émission qui nous présente cet écrivain gaulliste et auteur des Rois Maudits.

ANTENNE 2 - 21 h 40 - Série : Scènes de la vie conjugale, d'Ingmar Bergman. Deuxième épisode sur les problèmes du couple.

TF1 - 22 h 30 - Concert à Michelangelo : Les chœurs de la Chapelle Sixtine à Rome interprètent une œuvre de Palestrina.

FR3 - 22h30 - Film : Marianne de ma jeunesse, de Julien Duvivier, avec Pierre Vaneck. Une histoire poétique et dramatique.

Lundi 11 avril

ANTENNE 2 - 16 h 20 - Film : La tunique, d'Henry Koster, avec Richard Burton. Les persécutions des chrétiens dans la Rome antique.

TF1 - 20 h 30 - Film : Les dégourdis de la onzième, de Christian-Jacques, avec Fernandel. Un vaudeville de 1937.

FR3 - 20 h 30 - Film : Seul le vent connaît la réponse, d'Alfred Vohrer, avec Maurice Ronet. Une histoire policière.

Mardi 12 avril

TF1 - 20 h 30 - Le Musée imaginaire : Promenade imaginaire dans Florence avec André Malraux.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran ont choisi comme sujet de débat « l'internement psychiatrique », introduit par le film de Samuel Fuller Shock Corridor. Ce très bon film qui raconte l'histoire d'une enquête menée par un homme sain d'esprit au sein d'un asile psychiatrique et qui petit à petit perd pied au contact des malades, introduira-t-il un débat sur l'internement politique en asile pénitentiaire des opposants soviétiques ? A l'heure actuelle, les participants au débat ne sont pas connus.

Mercredi 13 avril

TF1 - 20 h 30 - Dramatique : Les jeudis d'Adrienne, avec Danielle

Darrieux. Une méditation sur la solitude et l'amitié.

FR3 - 20 h 30 - Film : Fugue à Waterloo, d'après un roman de René de Obaldia.

TF1 - 22 h - Emission médicale : Les cancers et leur traitement. Une discussion animée par les professeurs Schwartzberg, Tubiana et Cachin.

ANTENNE 2 - 23 h - Jazz : Hommage à Sidney Bechet, réalisé par Jean-Christophe Averty.

Jeudi 14 avril

FR3 - 19 h 40 - Tribune libre : La CGT et les nationalisations.

FR3 - 20 h 30 - Film : Sapho ou la fureur d'aimer, de Georges Farrel, avec Marina Vlady. Un drame sentimental.

ANTENNE 2 - 21 h 50 - Miroirs du temps présent : La maison de vos rêves. Une émission de Gérard Gozlan en forme de pastiche des débats des Dossiers de l'écran et qui fustige la publicité, chansons à la mode, etc.

TF1 - 22 h 25 - La leçon de musique : Le chef d'orchestre actuel, Pierre Boulez. Pierre Boulez lui-même explique et parle de la musique contemporaine.

Vendredi 15 avril

FR3 - 20 h 30 Vendredi : De quoi avons-nous peur ? La perte de l'emploi. Cette semaine Maurice Cazeneuve et J.-P. Alessandri abordent le problème du chômage. Participent à l'émission, Philippe Herzog, du PCF, Jacques Delors du PS, Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat, etc.

FR3 - 21 h 30 - Scénario pour une ville : Pau. Après Annecy, cette émission présente la capitale du Béarn.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Apostrophes : La politique est-elle devenue un spectacle ? Une question à laquelle doivent répondre les invités de Bernard Pivot : Gaston Defferre, Jean Dutourd, etc.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : Les petites marguerites, de Vera Chytilova. Une comédie tchéco-

lovaque pas si loufoque qu'elle en a l'air.

Samedi 16 avril

ANTENNE 2 - 20 h 35 - César Birotteau, d'après Balzac.

Dimanche 17 avril

TF1 - 20 h 30 - Film : Les aventuriers, de R. Enrico.

ANTENNE 2 - 21 h 40 - Scènes de la vie conjugale, d'I. Bergman. FR3 - 22 h 30 - Film : La mort qui marche, de M. Curtiz.

n'oubliez pas le 20 avril tribune libre avec ARLETTE LAGUILLER



Le mercredi 20 avril, la tribune libre de FR 3 à 19 h 40 sera consacrée à Lutte Ouvrière.

C'est notre camarade Arlette Laguiller qui présentera à cette occasion notre analyse de la situation politique actuelle.

Face à la crise, face aux élections, quelles sont les perspectives pour les travailleurs ? Si la gauche obtient en 1978 la majorité, aux élec-

tions législatives, quelle sera la politique des révolutionnaires ?

Qu'est-ce que les travailleurs ont à attendre d'un gouvernement d'Union de la gauche dans le contexte de la crise actuelle ?

Ces questions vitales seront le sujet essentiel de l'émission.

Des camarades d'entreprise participeront au débat aux côtés d'Arlette Laguiller.

Pays basque espagnol

« L'aberri eguna », le « jour de la patrie basque », ne sera donc pas, cette année encore, célébré légalement en Pays basque espagnol, comme tout pourtant semblait le laisser croire jusque-là. Trois jours avant, le gouvernement Suarez a en effet décidé de l'interdire.

Pour les Basques, cette interdiction ne change pas grand chose par rapport au passé. Voilà en effet près de quarante ans que « l'aberri eguna », qui depuis 1932 fait du dimanche de Pâques une sorte de fête nationale basque, se déroule dans l'illégalité. Mais cette année, des négociations avaient été entamées entre les organisations nationalistes basques et le gouvernement civil de Vitoria (la capitale de la province basque d'Alava, choisie pour être cette année le lieu de rassemblement de « l'aberri eguna »). Et si les autorités avaient refusé de

" L'aberri eguna ", journée test pour Suarez

recevoir les partis d'opposition non encore légalisés (dont l'ETA), elles avaient autorisé le Parti Nationaliste Basque et le Parti Socialiste à organiser une manifestation ce jour-là.

Protestant contre l'exclusivité qui le frappait, l'ETA avait décidé de faire du 10 avril une « journée de lutte ». Et c'est cela qui a servi de prétexte au gouvernement, prétendant que les partis politiques qui patronaient la manifestation autorisée n'étaient pas en mesure de garantir son déroule-

ment pacifique, pour justifier sa décision.

Au-delà des manifestations de « l'aberri eguna » elles-mêmes, c'est toute la politique du gouvernement Suarez au Pays basque qui est en cause. Depuis des mois, le gouvernement s'efforce de trouver d'autres interlocuteurs valables que l'organisation nationaliste radicale ETA. Il a fait un certain nombre de concessions aux aspirations nationales des Basques, pouvant justifier la collaboration avec l'Etat espagnol des nationalistes modé-

rés. Mais il ne cède qu'au compte-goutte, pour ne pas avoir l'air de céder contraint, pour ne pas faire apparaître l'ETA comme le vainqueur, et pour ne pas déclencher une nouvelle vague de revendications nationalistes. Il s'est par exemple toujours refusé à promulguer une amnistie totale, tout en libérant un certain nombre de militants basques.

La politique de Suarez avait rencontré un certain succès cependant, puisque le mouvement nationaliste basque s'était divisé à propos de la préparation de « l'aberri eguna »,

et que le vieux Parti Nationaliste Basque s'était désolidarisé de l'ETA. Mais Suarez a cependant eu peur de voir l'ETA tenir malgré tout le haut du pavé ce jour-là, et il a préféré interdire toute manifestation.

Cette interdiction est finalement un premier échec pour le gouvernement. Et il pourrait bien en essuyer un second le 10 avril, car il n'est pas sûr du tout que sa police pourra interdire les rues de Vitoria aux 100 000 manifestants qu'on y attendait ce jour-là.

F.D.

Liban

Alors que depuis plusieurs mois les commandos palestiniens subissaient, dans le Sud-Liban, les harcèlements continuels des forces phalangistes ; alors que la chute des derniers villages palestino-progressistes encerclés par les armées conservatrices semblait n'être qu'une question de jour, une offensive de grande envergure a été déclenchée par ceux que l'on croyait anéantis.

Pour le moment cette offensive, même s'il est impensable qu'elle parvienne à changer le nouveau cours politique du Liban, a néanmoins réussi à reprendre quelques positions acquises aux conservateurs qui aujourd'hui sont, eux, sur la défensive.

Ainsi, après avoir subi revers sur revers, après avoir été massacrés à Beyrouth, désarmés dans les montagnes du Centre, pourchassés dans ce qui était le Fathland, les commandos palestiniens font une fois de plus la démonstration qu'on ne démoralise pas aussi facilement tout un peuple, qu'on n'abat pas le courage de ses combattants.

Mais, pour nombre d'observateurs, le fait nouveau est la pré-

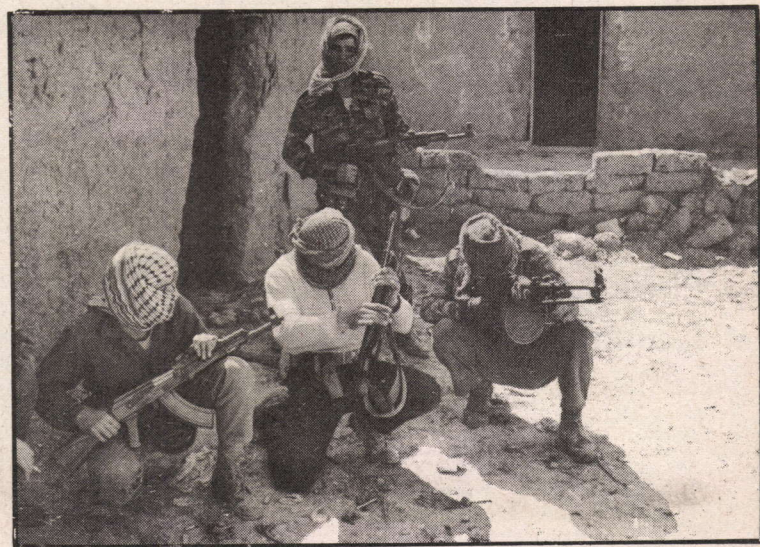
La contre-offensive des forces palestino- progressistes

sence parmi les bataillons palestiniens d'une unité de la Saïka (organisation palestinienne d'obédience syrienne). Lorsque l'on se souvient du rôle joué par la Syrie dans la guerre du Liban, où elle avait participé aux côtés de la droite phalangiste aux combats contre le camp palestino-progressiste et au rétablissement de l'ordre dans le pays, cette attitude peut avoir de quoi surprendre.

Mais pour spectaculaire qu'elle puisse être, cette nouvelle attitude du régime de Damas s'inscrit pourtant dans une même politique. C'est que la Syrie n'a jamais entendu massacrer le mouvement palestinien. Si elle est

intervenue au Liban, ce fut essentiellement contre la gauche qui risquait alors d'accéder au pouvoir et, dans ce combat commun auprès des forces réactionnaires, elle en a profité pour réduire la puissance des Palestiniens, pour l'embrigader, la canaliser.

La prétendue « solidarité » officielle envers ce peuple misérable, en lutte pour la reconnaissance de ses droits nationaux, est aussi une politique constante menée par l'ensemble des Etats arabes n'ont aucun intérêt à voir des peuples, également misérables, d'Egypte, de Syrie ou d'Irak, la responsabilité des différents gouvernements dans leur situation.



Des fedayin palestiniens en Jordanie.

(AFP)

Parce qu'ils sont un alibi très précieux pour tous les Etats du Moyen-Orient, les gouvernements arabes n'ont aucun intérêt à voir disparaître complètement la Résistance palestinienne comme le souhaitent la droite libanaise et Israël.

De plus, aujourd'hui, par son aide, ou pour le moins par sa neutralité bienveillante envers l'offensive palestinienne, la Syrie entend signifier qu'elle ne permettra pas que la politique du gouvernement libanais bascule dans le camp israélien, risquant de constituer au Moyen-Orient un bloc de deux pays hostiles à l'ensemble des Etats arabes.

Les Palestiniens et les forces de la gauche libanaise n'ont donc rien à attendre de leur « nouvel allié » qui, il n'y a pas si longtemps était totalement dans l'autre camp. La double attitude du gouvernement de Damas n'est que les deux faces d'une même et seule politique à laquelle les combattants palestino-progressistes n'ont rien à gagner. Car demain, si les circonstances l'exigeaient, la Syrie transformerait de nouveau ses unités de la Saïka en troupes de répression et en pelotons d'exécution contre les commandos palestiniens.

Georges LATTIER

RFA

L'assassinat du procureur

Jeudi 7 avril, le procureur général de RFA a été victime d'un attentat. Le juge Siegfried Buback était en Allemagne le numéro Un de la lutte contre le terrorisme, partisan et artisan des méthodes les plus radicales, dans la lutte pour la « sécurité de l'Etat » contre les terroristes. Cet attentat aurait été revendiqué par les partisans du groupe Baader.

Depuis des années, on assiste

à une véritable guerre de l'appareil répressif de RFA qui s'acharne contre les membres du groupe Baader. Ceux-ci réagissent par l'attentat. Ces règlements de compte se déroulent pourtant en dehors de tout mouvement, de toute préoccupation politique ou sociale de la population. Et c'est peut-être ce qu'il y a de plus désespéré dans les agissements du groupe Baader.

**Fête
de
Ceux
du
Technique**
Dimanche 24 avril
Pavillon de Paris
Métro Porte de Pantin

**Fête
de
LILLE**
Samedi 16 et dimanche
17 avril.
FETE DE LUTTE
OUVRIERE A LILLE
Palais Rameau (angle
rue Solferino et boulevard Vauban).

**MONT-
BELIARD**
**Fête de
Lutte
Ouvrière**
23-24 avril 1977
Halle du Champ de Foire
Artistes - Cinéma - Restaurant - Stands - Expos - Bal.